



**PREFECTURE  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°78-2022-138

PUBLIÉ LE 11 JUILLET 2022

## Sommaire

78-2022-06-29-00011 - Arrêté portant subdélégation de signature du directeur interrégional des services pénitentiaires de Paris. (6 pages)	Page 4
<b>Préfecture des Yvelines /</b>	
78-2022-07-11-00006 - Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement « SIAF », marque commerciale « SIAF », sis sur la commune de Ecquevilly, et portant abrogation de l'habilitation numéro 21-78 0188 (2 pages)	Page 11
<b>Préfecture des Yvelines / DICAT</b>	
78-2022-07-08-00013 - décision portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Paris dans le domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide (70 pages)	Page 14
<b>Préfecture des Yvelines / Direction des sécurités</b>	
78-2022-07-07-00019 - Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection [??] à l'établissement REPOTEL VOISINS LE BRETONNEUX situé 38 rue aux fleurs 78960 Voisins-le-Bretonneux (3 pages)	Page 85
78-2022-07-07-00020 - Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection [??] à l'hôpital gérontologique de Chevreuse situé 1 rue Jean Mermoz 78460 Chevreuse (3 pages)	Page 89
78-2022-07-05-00017 - Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à BUFFALO GRILL situé 3-11 avenue Gabriel Péri 78360 MONTESSON [??] (3 pages)	Page 93
78-2022-07-05-00007 - Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la boulangerie ANZO PETRIN RIBEIROU situé 10 bis avenue Charles de Gaulle 78230 LE PECQ [??] (3 pages)	Page 97
78-2022-07-05-00024 - Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la GARE SNCF ACHERES GRAND CORMIER situé RN184 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE [??] (3 pages)	Page 101
78-2022-07-05-00021 - Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la GARE SNCF LOUVECIENNES situé place de la gare 78430 LOUVECIENNES [??] (3 pages)	Page 105
78-2022-07-05-00025 - Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la GARE SNCF SAINT QUENTIN EN YVELINES situé 10 place Charles de Gaulle 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX [??] (3 pages)	Page 109
78-2022-07-05-00022 - Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la GARE SNCF VERSAILLES CHANTIERS situé 4 rue de l'abbé rousseaux 78000 VERSAILLES [??] (3 pages)	Page 113

78-2022-07-05-00023 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection à la GARE SNCF VERSAILLES RIVE DROITE situé 40 rue du maréchal Foch 78000 VERSAILLES?? (3 pages)	Page 117
78-2022-07-05-00010 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection à l établissement BOULANGER S.A situé 81 avenue du Béarn 78200 BUCHELAY?? (3 pages)	Page 121
78-2022-07-05-00014 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection à l établissement CIGUSTO situé centre commercial AUCHAN,?? porte de Normandie 78200 BUCHELAY?? (3 pages)	Page 125
78-2022-07-05-00013 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection à l établissement CLEAN MASTER FRANCE situé 29 rue Émile Combes 78800 HOUILLES?? (3 pages)	Page 129
78-2022-07-05-00006 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection à l établissement GRAND FRAIS GIE COIGNIERES situé 1 rue des frères Lumière 78130 COIGNIERES?? (3 pages)	Page 133
78-2022-07-05-00016 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection au CABINET VETERINAIRE DU PONTEL situé 1 rue fonds de l hôpital 78100 Saint-Germain-en-Laye?? (3 pages)	Page 137
78-2022-07-05-00015 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection au CENTRE MEDICAL ET DENTAIRE situé 65 avenue Paul Vaillant Couturier 78190 TRAPPES?? (3 pages)	Page 141
78-2022-07-05-00011 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection au Commissariat de Police CSP Le Vésinet situé 32 boulevard Carnot 78100 LE VESINET?? (3 pages)	Page 145
78-2022-07-07-00021 - Arrêté portant autorisation d installation d un système de vidéoprotection sur le territoire de la commune de Freneuse (3 pages)	Page 149
78-2022-07-11-00003 - Arrêté VP Collège Albert Einstein Magny les Hameaux (3 pages)	Page 153
78-2022-07-11-00002 - arrêté VP collège Francois Mauriac Houdan (3 pages)	Page 157
78-2022-07-11-00005 - Arrêté VP collège Les Molières Les Essarts le Roi (3 pages)	Page 161
78-2022-07-05-00005 - Arrêté VP Espace SFR Mantes la Jolie (3 pages)	Page 165
78-2022-07-05-00012 - Arrêté VP JSR IZAC Aubergenville (3 pages)	Page 169

78-2022-06-29-00011

Arrêté portant subdélégation de signature du  
directeur interrégional des services pénitentiaires  
de Paris.



**DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**DIRECTION INTERREGIONALE  
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS**

**DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DES RELATIONS SOCIALES**

**ARRETE**

portant subdélégation de signature du Directeur interrégional  
des services pénitentiaires de Paris

- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n°66-874 du 21 novembre 1966 portant règlement d'administration publique relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;
- Vu le décret n°66-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- Vu le décret 87-604 du 31 juillet 1987 relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires ;
- Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- Vu le décret 97-1188 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- Vu les décrets 2008-1489 et 1491 du 30 décembre 2008 modifiant le ressort territorial des DISP ;
- Vu le décret n°94-874 du 07 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et des établissements publics ;
- Vu le décret 97-3 du 07 janvier 1997 portant déconcentration de la gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;
- Vu l'arrêté JUSK 0906392A du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire ;
- Vu l'arrêté JUSK2209102A du 21 mars 2022 modifiant l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;
- Vu la circulaire FP du 30 janvier 1989 relative à la protection sociale contre les risques maladie et accidents de

service ;

Vu la circulaire n°001108 du 06 novembre 2008 relatif à la protection statutaire des agents des services pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du Directeur de l'administration pénitentiaire du 6 mai 2021 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane SCOTTO, directeur interrégional des services pénitentiaires de Paris ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2021 portant nomination de Monsieur Stéphane SCOTTO, directeur fonctionnel des services pénitentiaires, en qualité de directeur interrégional des services pénitentiaires de Paris, à compter du 10 mai 2021 ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup>

L'arrêté du 7 mars 2022, portant subdélégation de signature du Directeur interrégional des services pénitentiaires de Paris est abrogé ;

### Article 2

Dans le cadre de la délégation de signature instituée par l'arrêté susvisé, et en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane SCOTTO, subdélégation de signature est donnée à :

- Madame Isabelle COMMIEN épouse LIBAN, directrice des services pénitentiaires de classe exceptionnelle, adjointe au directeur interrégional ;
- Madame Fanny VILLENEUVE, conseillère d'administration de la justice, secrétaire générale ;
- Madame Sylvie PAUL épouse ARTHOZOUL, directrice des services pénitentiaires placée ;
- Madame Clémentine PERSET épouse SCOTTO, conseillère d'administration de la justice, chef du département ressources humaines et des relations sociales ;
- Madame Stéphanie CAMPS épouse BEKE, attachée principale d'administration de l'Etat, adjointe de la chef du département des ressources humaines et des relations sociales ;
- Madame Isabelle MAJEWSKI épouse BREANT, attachée d'administration de l'Etat, chef de l'unité recrutement, formation et qualifications ;
- Madame Emilie BARBIER, attachée d'administration contractuelle, chef de l'unité suivi masse salariale et effectifs ;
- Monsieur Ahmed BELMOSTEFA, attaché principal d'administration de l'Etat, chef de l'unité relations sociales et environnement professionnel ;
- Madame Chabha BRAHITI, secrétaire administrative, chef de pôle gestion administrative et paie ;
- Madame Asmine ASSOUMANY, secrétaire administrative, chef de pôle gestion administrative et paie ;
- Madame Kadidiatou CAMARA, secrétaire administrative, chef de pôle gestion administrative et paie ;
- Madame Ghizlane RAZZAKH, secrétaire administrative, responsable de suivi de la masse salariale et des indemnités ;
- Monsieur Saïf CHAANBI, secrétaire administratif, chef de pôle gestion administrative et paie ;
- Madame Mariam KEITA, secrétaire administratif, chef du pôle transverse ;
- Madame Peggy KREUTZ, première surveillante pénitentiaire, adjointe du chef du pôle transverse ;
- Monsieur José BROWN, lieutenant pénitentiaire, adjoint de la responsable de l'ARPEJ ;
- Madame Emilie ROLLOT, directrice des services pénitentiaires, responsable de l'ARPEJ ;
- Madame Aïda SEVEYRAS, attachée d'administration de l'Etat, chef de l'unité discipline et contentieux ;
- Madame Laure HUET, attachée d'administration contractuelle, experte juridique ;

- Madame Hélène TEULIERE, attachée d'administration de l'Etat, chef de l'unité gestion administrative et financière ;
- Madame Carole PADIE, attachée d'administration de l'Etat, adjointe à la chef de l'unité gestion administrative et financière ;

Pour :

- Tous les actes de gestion des personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire mentionnés à l'arrêté du 12 mars 2009.

### Article 3

Subdélégation est également donnée à :

Monsieur Bruno CLEMENT	directeur fonctionnel des services pénitentiaires	CP Paris-La Santé
Monsieur François TROUFLAUT	directeur hors classe des services pénitentiaires	CP Paris-La Santé
Madame Carine JONROND	directrice des services pénitentiaire	CP Paris-La Santé
Madame Bénédicte RIOCREUX	directrice des services pénitentiaires hors classe	CD Melun
Monsieur Antonin GAYTON	directeur des services pénitentiaires	CD Melun
Monsieur Pascal SPENLE	directeur des services pénitentiaires hors classe	CP Meaux-Chauconin
Madame Morgane BOYTHIAS	directrice des services pénitentiaires	CP Meaux-Chauconin
Madame Emma TASSY	directrice des services pénitentiaires	CP Meaux-Chauconin
Madame Amalia ZIANE	directrice des services pénitentiaires	CP Meaux-Chauconin
Madame Nathalie FAUSTIN	directrice hors classe des services pénitentiaires	CP Réau
Madame Nadiège JOLY	attachée d'administration de l'Etat	CP Réau
Madame Myriam PRIN	commandante pénitentiaire	CSL Melun
Monsieur Christophe FESTIN	lieutenant et capitaine pénitentiaire	CSL Melun
Monsieur Olivier PIPINO	directeur hors classe des services pénitentiaires	CP Bois d'Arcy
Madame Isabelle LORENTZ	directrice des services pénitentiaires	CP Bois d'Arcy
Monsieur Meril BINKOUMINA	directeur des services pénitentiaires	CP Bois d'Arcy
Madame Isabelle BRIZARD	directrice hors classe des services pénitentiaires	MC Poissy
Madame Roxane CENAT	directrice hors classe des services pénitentiaires	MC Poissy
Monsieur Yves LAURENDOT	attaché de l'administration de l'Etat	MC Poissy
Madame Souad BENCHINOUN	directrice des services pénitentiaires	EPM Porcheville
Monsieur Geoffrey COULIER	directeur des services pénitentiaires	EPM Porcheville
Monsieur Kamal ABDELLI	CSP	MA Versailles
Madame Christelle DELOZE	commandant pénitentiaire	MA Versailles
Monsieur Franck LINARES	directeur fonctionnel des services pénitentiaires	MA Fleury-Mérogis
Monsieur Renaud LASSINCE	directeur des services pénitentiaires	MA Fleury-Mérogis
Madame Aline FOUQUE épouse LACOURT	directrice des services pénitentiaires	MA Fleury-Mérogis

Monsieur Jocelyn POULLET	attaché d'administration de l'Etat	MA Fleury-Mérogis
Monsieur Vincent VIRAYE	CSP	CSL Corbeil
Monsieur Rémi LAVERGNE	capitaine pénitentiaire	CSL Corbeil
Madame Anne ROUVILLE épouse DROUCHE	directrice hors classe des services pénitentiaires	CP des Hauts de Seine
Madame Cécile MARTRENCHAR	directrice hors classe des services pénitentiaires	CP des Hauts de Seine
Madame Maryline BAYE	attachée d'administration de l'Etat	CP des Hauts de Seine
Monsieur Michaël MERCI	directeur hors classe des services pénitentiaires	MA Seine Saint-Denis
Madame Julie BOISSINOT	directrice des services pénitentiaires	MA Seine Saint-Denis
Monsieur Nathanaël DA-COSTA	attaché d'administration de l'Etat	MA Seine Saint-Denis
Monsieur Elphège ZAMBA	commandant pénitentiaire	CSL Gagny
Monsieur Albert MENDY	capitaine pénitentiaire	CSL Gagny
Monsieur Jimmy DELLISTE	directeur fonctionnel des services pénitentiaires	CP Fresnes
Madame Asmaa LAARRAJI-RAYMOND	directrice hors classe des services pénitentiaires	CP Fresnes
Monsieur Olivier REILLON	directeur hors classe des services pénitentiaires	EPSN Fresnes
Monsieur Patrick HOARAU	directeur hors classe des services pénitentiaires	MA du Val d'Oise
Madame Amy MIRAT	directrice des services pénitentiaires	MA du Val d'Oise
Madame Véronique DREVET ép. BOITEUX	attachée principale d'administration de l'Etat	MA du Val d'Oise
Monsieur Yannick LE-MEUR	directeur fonctionnel du SPIP	SPIP 75
Madame Cécile DURAND	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe	SPIP 75
Monsieur Thomas DESTRIGNEVILLE	attaché d'administration de l'Etat	SPIP 75
Monsieur Franck SASSIER	directeur fonctionnel de SPIP	SPIP 77
Madame Cécile DURAND	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe	SPIP 77
Madame Sabrina M'HOUMADI	attachée d'administration de l'Etat	SPIP 77
Madame Marie-Emmanuelle RODE CROUZILLES	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe	SPIP 78
Madame Corinne LEMARRE	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	SPIP 78
Madame Fanny-Jacqueline LAINE	attachée d'administration de l'Etat	SPIP 78
Monsieur Edouard FOUCAUD	directeur fonctionnel de SPIP	SPIP 91
Madame Loétitia LEBRUN Par intérim du 18 juillet au 05 août 2022 inclus	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation, hors classe	SPIP 91
Monsieur Emmanuel GANDON Par intérim du 18 juillet au 05 août 2022 inclus	directeur pénitentiaire d'insertion et de probation, hors classe	SPIP 91
Monsieur Laurent LUDOWICZ	directeur pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe	SPIP 92
Madame Delphine DENEUBOURG	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	SPIP 92



Monsieur Jean-Pierre DUROU	attaché d'administration de l'Etat	SIPI 92
Monsieur Hervé MONNET	directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation	SIPI 93
Madame Sadia MEDJBOUR	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation	SIPI 93
Madame Frédérique BOULIN-MONTOIS	attachée d'administration	SIPI 93
Madame Marie Pierre SENECAUX-BONAFINI	directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation	SIPI 94
Madame Sophie BUROSSE	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe	SIPI 94
Madame Gina NELHOMME	attachée d'administration de l'Etat	SIPI 94
Monsieur Dominique TANGUY	directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation	SIPI 95
Madame Stéphanie BALDASSI	directrice pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe	SIPI 95
Madame Virginie DUMONT	attachée d'administration	SIPI 95

- Pour les fonctionnaires titulaires, stagiaires et contractuels de toutes catégories :

- Procès-verbaux d'installation;
- Les congés annuels;
- Les autorisations d'absence;
- Les congés maternité et paternité;
- Les décisions d'ouverture, de versement et d'autorisation du CET;
- Les retenues sur traitement pour service non/mal fait;
- Les décisions d'attribution et de fin de versement de l'indemnité pour charges pénitentiaires majorée et de toute autre indemnité;
- Les décisions de demi-traitement;
- Les décisions d'imputabilité et de non imputabilité en matière d'accident de service;
- La gestion des demandes de remboursement complémentaire de soins ;
- Les décisions d'octroi de cures thermales;
- Les décisions d'accorder aux agents relevant de leur autorité le bénéfice de l'article 11 de la loi n°83-634 du 13/07/1983 relative à la protection statutaire ; et pour désigner les avocats chargés de défendre les intérêts de ces derniers;

#### Article 4

Le directeur interrégional des services pénitentiaires de Paris et les personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France.

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Paris, de

Seine et Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts de Seine, de la Seine Saint Denis, du Val de Marne et du Val d'Oise.

Fait à Fresnes, le 29 juin 2022

Le directeur interrégional,  
Stéphane SCOTTO



**DISP**

3, avenue de la Division Leclerc  
B.P.103 – 94267 FRESNES Cedex  
Téléphone : 01 88 28 70 00

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-11-00006

Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement « SIAF », marque commerciale « SIAF », sis sur la commune de Ecquevilly, et portant abrogation de l'habilitation numéro 21-78 0188



**Arrêté n°**

**portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement « SIAF », marque commerciale « SIAF », sis sur la commune de Ecquevilly, et portant abrogation de l'habilitation numéro 21-78-0188**

**Le Préfet des Yvelines  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**Vu** la demande formulée le 10/03/2022 par Monsieur Robet ZAHIBO responsable de la SARL « SIAF », marque commerciale « SIAF », dont le siège social est situé 58, rue Jean Duvert à Blanquefort (33290) ;

**Sur la proposition** du secrétaire général de la préfecture,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'établissement « SIAF », marque commerciale « SIAF », sis 1 rue du Grand Etang à Ecquevilly (78920), dirigé par Monsieur Robet ZAHIBO, est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- le transport des corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière.

**Article 2** : Le numéro de l'habilitation est 22-78-0208.

**Article 3** : La durée de la présente habilitation est fixée à cinq ans à compter du 13/07/2022.

**Article 4** : L'habilitation dans le domaine funéraire, portant le numéro 21-78-0188, accordée à l'établissement « SIAF », marque commerciale « SIAF », sis 1401 avenue de la Grande Halle Inneos à Buchelay (78200), est abrogée à compter du 13/07/2022.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux (Préfecture des Yvelines - bureau de la réglementation générale) ou d'un recours hiérarchique (Ministre de l'intérieur - place Beauvau - 75800 Paris cedex 08).

.../...

Adresse des guichets : 1 avenue de l'Europe - Versailles

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon - 78010 Versailles Cedex

Tél : 01.39.49.78.00 - [www.yvelines.gouv.fr](http://www.yvelines.gouv.fr)

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : [www.yvelines.gouv.fr](http://www.yvelines.gouv.fr)

Le recours gracieux ou/et hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Versailles, le 11 JUIL. 2022

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général

Victor DEVOUGE

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-08-00013

décision portant subdélégation de la signature  
du directeur interrégional à Paris dans le  
domaines gracieux et contentieux en matière de  
contributions indirectes ainsi que pour les  
transactions en matière de douane et d'argent  
liquide

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

SAINT GERMAIN-EN-LAYE, LE 8 JUIL. 2022

*DR Paris Ouest*  
5, RUE VOLTA  
78105 SAINT GERMAIN-EN-LAYE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *VENZAL Joseph*  
Téléphone : 09 70 27 23 45  
Télécopie : 01 34 51 30 78  
Mél : [dr-paris-ouest@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-paris-ouest@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2022/1 du directeur régional à SAINT GERMAIN-EN-LAYE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à PARIS dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*VENZAL Joseph*



**Annexe I à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>HEURION Jean-Francois</b>	100000	100000	100000	100000	100000
<b>DAILLY-ECOLIVET Valerie</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>DEJONCKHEERE Emmanuel</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>SIRVENT Bruno</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>VIALLE Isabelle</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>ZAID Mouloud</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>CETTI Sebastien</b>	25000	25000	25000	25000	25000

**Annexe II à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
LORAND Emmanuelle	0	0	0	0	15000
HEURION Jean-Francois	25000	25000	25000	25000	25000
LEFORT Stephane	0	0	0	0	15000
BRU Jean-Christophe	0	0	0	0	15000
ZYS Olivier	0	0	0	0	15000
HATTRY Bruno	0	0	0	0	15000
ROSSI Sebastien	0	0	0	0	2000
LABAS Quentin	0	0	0	0	15000
DAILLY-ECOLIVET Valerie	25000	25000	25000	25000	25000
DEJONCKHEERE Emmanuel	25000	25000	25000	25000	25000
LEGER Remi	0	0	0	0	15000
MARIE JOSEPH Mariette	0	0	0	0	2000
MICHELETTI Celien	0	0	0	0	10000
PANCRATE TOUSSAINT Anaëlle	0	0	0	0	2000
ANTHONY Jacinthe	15000	15000	15000	15000	15000
CARNINO Veronique	0	0	0	0	10000
DESCHEPPER Gwendoline	0	0	0	0	2000
GRANDVILLEMIN Martine	0	0	0	0	10000
HILLAIRET Sylvie	15000	15000	15000	15000	15000
HIPPOCRATE Gwenaël	0	0	0	0	10000
SIRVENT Bruno	25000	25000	25000	25000	25000
BARBEROUSSE Eric	0	0	0	0	10000
BERGOUGNOUX Brigitte	0	0	0	0	2000
DICHAMP Beatrice	0	0	0	0	10000
VALLEE Anne-Claude	25000	25000	25000	25000	25000
VIALLE Isabelle	25000	25000	25000	25000	25000
ADELAIDE Cynthia	0	0	0	0	2000
ALBINA Audrey	0	0	0	0	10000
ANANE Ghania	0	0	0	0	2000
CROSNIER Ludovic	0	0	0	0	10000
DEH Houleimata	0	0	0	0	2000
FOURNIER Alexis	0	0	0	0	10000
LAMARCHE Therese	0	0	0	0	2000

<b>MANCEL Patrice</b>	0	0	0	0	10000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	0	0	0	0	10000
<b>OUHIDA Brahim</b>	0	0	0	0	2000
<b>PERES Claude</b>	0	0	0	0	10000
<b>POUCHOU Thomas</b>	0	0	0	0	10000
<b>SYLVESTRE Wendy</b>	0	0	0	0	2000
<b>ZAID Mouloud</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>CETTI Sebastien</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	0	0	0	0	2000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	0	0	0	0	2000
<b>JASPART Vincent</b>	0	0	0	0	2000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	0	0	0	0	10000
<b>LE GUEN Steve</b>	0	0	0	0	2000
<b>MANGIONE Pierre</b>	0	0	0	0	2000
<b>PARIS Laurie</b>	0	0	0	0	2000
<b>POMI Vincent</b>	0	0	0	0	10000
<b>SARAMITE Gilles</b>	0	0	0	0	10000
<b>THIRY Romain</b>	0	0	0	0	2000
<b>UDINO Emeline</b>	0	0	0	0	2000
<b>BREFFY Alexandre</b>	0	0	0	0	10000
<b>COELHO Elizabeth</b>	0	0	0	0	2000
<b>COURBON Axel</b>	0	0	0	0	2000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	0	0	0	0	2000
<b>MARTIN Camille</b>	0	0	0	0	10000
<b>NOEL Guillaume</b>	0	0	0	0	10000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	0	0	0	0	10000
<b>TOFFART Remy</b>	0	0	0	0	10000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	0	0	0	0	2000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	0	0	0	0	10000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	0	0	0	0	10000
<b>GALPIN Emeline</b>	0	0	0	0	10000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	0	0	0	0	10000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	0	0	0	0	10000
<b>MOULIN Denis</b>	0	0	0	0	10000
<b>RICHARD Jeremi</b>	0	0	0	0	2000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	0	0	0	0	10000
<b>TOUNSI Tarik</b>	0	0	0	0	2000
<b>WASSOUF Thomas</b>	0	0	0	0	2000

**Annexe III à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>LEFORT Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRU Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ZYS Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HATTRY Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAURET Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROSSI Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABAS Quentin</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAILLY-ECOLIVET Valerie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEJONCKHEERE Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEGER Remi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARIE JOSEPH Mariette</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MICHELETTI Celien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TARDY Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ANTHONY Jacinthe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CARNINO Veronique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DESCHEPPER Gwendoline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRANDVILLEMIN Martine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HIPPOCRATE Gwenael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SIRVENT Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BARBEROUSSE Eric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERGOUXNOUX Brigitte</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DICHAMP Beatrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VIALLE Isabelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ADELAIDE Cynthia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALBINA Audrey</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ANANE Ghania</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEH Houleimata</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUBAR Jacky</b>	15000	7500	1500	15000

<b>FITOUSSI Audrey</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Alexis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAMARCHE Therese</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LECLAIR Marine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MANCEL Patrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OUHIDA Brahim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERES Claude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POUCHOU Thomas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SYLVESTRE Wendy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ZAID Mouloud</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CETTI Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOUTIN Julie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BUFFEL Alexandre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAHAGNE Joseph</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CITADELLE Teddy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEMILLY Matthieu</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEVRIESE Thomas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUHAMEL Alexandra</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HERBAUT Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JASPART Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAFAYE Francois-Xavier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE GUEN Steve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOPES Claire</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MANGIONE Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MANRY Adrien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTIN Audrey</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MESLET Corentin</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PARIS Laurie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PELLOIE Marine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POIRIER Julien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POMI Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PRESNEAU Camille</b>	15000	7500	1500	15000
<b>QUAGLIOZZI Adrien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SARAMITE Gilles</b>	15000	7500	1500	15000
<b>THIRY Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>UDINO Emeline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VOIRIN Maxime</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERGER Angelique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERNARD Cyril</b>	15000	7500	1500	15000

<b>BREFFY Alexandre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COELHO Elizabeth</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COURBON Axel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUDOIT Arnaud</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GALLOY Valerie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HONTEBEYRIE Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KHOURY Deborah</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARTIN Camille</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NOEL Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ONEN Sara</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PONCE Mylene</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POUSSIER Estelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SACHY Carole</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TOFFART Remy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VANESME Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONNET Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COUTURE Amandine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAVOINE Coline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEBREE-POLICAR Sarah</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GALPIN Emeline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MARNY Aymeric</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOULIN Denis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RICHARD Jeremi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TATO Genevieve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TOUNSI Tarik</b>	15000	7500	1500	15000
<b>WASSOUF Thomas</b>	15000	7500	1500	15000

**Annexe IV à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>COUTIN PAYARD Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>HEURION Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>VIDEMONT Angelique</b>	1500	7500	15000
<b>LEFORT Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BRU Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ZYS Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>HATTRY Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>LAURET Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>ROSSI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>COSTANZO Jean-Michel</b>	1500	7500	15000
<b>ATTARD Elodie</b>	1500	7500	15000
<b>AZIL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>BOZOR-BRADAMANTIS Brice</b>	1500	7500	15000
<b>CHARLON Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>CHEMEUR Mokrane</b>	1500	7500	15000
<b>CHERIGUI Asma</b>	1500	7500	15000
<b>CLARKE DE DROMANTIN Axel</b>	1500	7500	15000
<b>COQUELET Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>COSTE Cassandra</b>	1500	7500	15000
<b>COYARD Romain</b>	1500	7500	15000
<b>DAILLY-ECOLIVET Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>DEJONCKHEERE Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>DIEUDONNE Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>DRAI Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>FREYCHE Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>LAMARQUE Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LOPES Deborah</b>	1500	7500	15000
<b>MICHELETTI Celien</b>	1500	7500	15000
<b>MONJOL Patricia</b>	1500	7500	15000
<b>REMACLE Clemence</b>	1500	7500	15000
<b>SEBASTIEN Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>TARDY Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>YALALI Kahina</b>	1500	7500	15000

<b>ANTHONY Jacinthe</b>	1500	7500	15000
<b>BUGUINET Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>CYPRIEN Sandra</b>	1500	7500	15000
<b>DARPHEUILLE Edith</b>	1500	7500	15000
<b>DUMAZERT Marie-Odile</b>	1500	7500	15000
<b>GRANDVILLEMIN Martine</b>	1500	7500	15000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>HIPPOCRATE Gwenaël</b>	1500	7500	15000
<b>MALLET-BUY Emilie</b>	1500	7500	15000
<b>ODART Delphine</b>	1500	7500	15000
<b>SALESSES Marina</b>	1500	7500	15000
<b>SIRVENT Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>SIVANANDAME Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>ALLOY Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ARLUISON Marc</b>	1500	7500	15000
<b>BARBEROUSSE Eric</b>	1500	7500	15000
<b>BENARD Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>BERGOUGNOUX Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>DICHAMP Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>EL BARHDADI Kaoutar</b>	1500	7500	15000
<b>FILIPPINI Marie</b>	1500	7500	15000
<b>GOUGE Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>GREZES Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>JIMENEZ Michel</b>	1500	7500	15000
<b>LEJEUNE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>RAIMONDEZ Elsa</b>	1500	7500	15000
<b>RENON Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>RIVAUD Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>VIALLE Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>ADELAIDE Cynthia</b>	1500	7500	15000
<b>ALBINA Audrey</b>	1500	7500	15000
<b>ANANE Ghania</b>	1500	7500	15000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	1500	7500	15000
<b>DEH Houleimata</b>	1500	7500	15000
<b>DUBAR Jacky</b>	1500	7500	15000
<b>FITOUSSI Audrey</b>	1500	7500	15000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	7500	15000
<b>LAMARCHE Therese</b>	1500	7500	15000
<b>LECLAIR Marine</b>	1500	7500	15000
<b>MANCEL Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>OUHIDA Brahim</b>	1500	7500	15000



<b>PERES Claude</b>	1500	7500	15000
<b>POUCHOU Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>SYLVESTRE Wendy</b>	1500	7500	15000
<b>ZAID Mouloud</b>	1500	7500	15000
<b>CETTI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTIN Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BUFFEL Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>CAHAGNE Joseph</b>	1500	7500	15000
<b>CITADELLE Teddy</b>	1500	7500	15000
<b>DEMILLY Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>DEVRIESE Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>DUHAMEL Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	1500	7500	15000
<b>HERBAUT Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	1500	7500	15000
<b>JASPART Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>LAFAYE Francois-Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	1500	7500	15000
<b>LE GUEN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>LOPES Claire</b>	1500	7500	15000
<b>MANGIONE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANRY Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIN Audrey</b>	1500	7500	15000
<b>MESLET Corentin</b>	1500	7500	15000
<b>PARIS Laurie</b>	1500	7500	15000
<b>PELLOIE Marine</b>	1500	7500	15000
<b>POIRIER Julien</b>	1500	7500	15000
<b>POMI Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>PRESNEAU Camille</b>	1500	7500	15000
<b>QUAGLIOZZI Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>SARAMITE Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>THIRY Romain</b>	1500	7500	15000
<b>UDINO Emeline</b>	1500	7500	15000
<b>VOIRIN Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>BERNARD Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>BREFFY Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>COELHO Elizabeth</b>	1500	7500	15000
<b>COURBON Axel</b>	1500	7500	15000
<b>DUDOIT Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GALLOY Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>GILARDET Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>HONTEBEYRIE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	1500	7500	15000

<b>KHOURY Deborah</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIN Camille</b>	1500	7500	15000
<b>NOEL Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>ONEN Sara</b>	1500	7500	15000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>PONCE Mylene</b>	1500	7500	15000
<b>POUSSIER Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>SACHY Carole</b>	1500	7500	15000
<b>TOFFART Remy</b>	1500	7500	15000
<b>VANESME Anne</b>	1500	7500	15000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNET Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>COUTURE Amandine</b>	1500	7500	15000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	1500	7500	15000
<b>DAVOINE Coline</b>	1500	7500	15000
<b>DEBREE-POLICAR Sarah</b>	1500	7500	15000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	1500	7500	15000
<b>GALPIN Emeline</b>	1500	7500	15000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>MARNY Aymeric</b>	1500	7500	15000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	1500	7500	15000
<b>MOULIN Denis</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Jeremi</b>	1500	7500	15000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>TATO Genevieve</b>	1500	7500	15000
<b>TOUNSI Tarik</b>	1500	7500	15000
<b>WASSOUF Thomas</b>	1500	7500	15000

**Annexe V à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>COUTIN PAYARD Beatrice</b>	illimité	100000	300000
<b>HEURION Jean-Francois</b>	illimité	100000	300000
<b>VIDEMONT Angelique</b>	illimité	100000	300000
<b>LEFORT Stephane</b>	3000	7500	15000
<b>BRU Jean-Christophe</b>	3000	7500	15000
<b>ZYS Olivier</b>	3000	7500	15000
<b>HATTRY Bruno</b>	3000	7500	15000
<b>LAURET Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>ROSSI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>COSTANZO Jean-Michel</b>	illimité	100000	300000
<b>ATTARD Elodie</b>	3000	7500	30000
<b>AZIL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>BOZOR-BRADAMANTIS Brice</b>	1500	7500	15000
<b>CHARLON Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>CHEMEUR Mokrane</b>	1500	7500	15000
<b>CHERIGUI Asma</b>	1500	7500	15000
<b>CLARKE DE DROMANTIN Axel</b>	1500	7500	15000
<b>COQUELET Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>COSTE Cassandra</b>	1500	7500	15000
<b>COYARD Romain</b>	1500	7500	15000
<b>DAILLY-ECOLIVET Valerie</b>	3000	9000	45000
<b>DEJONCKHEERE Emmanuel</b>	3000	9000	45000
<b>DIEUDONNE Cyril</b>	3000	7500	30000
<b>DRAI Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Vincent</b>	3000	7500	30000
<b>FREYCHE Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>LAMARQUE Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LOPES Deborah</b>	1500	7500	15000
<b>MICHELETTI Celien</b>	1500	7500	15000
<b>MONJOL Patricia</b>	1500	7500	15000
<b>REMACLE Clemence</b>	1500	7500	15000
<b>SEBASTIEN Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>TARDY Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>YALALI Kahina</b>	1500	7500	15000

<b>ANTHONY Jacinthe</b>	3000	7500	30000
<b>BUGUINET Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>CYPRIEN Sandra</b>	1500	7500	15000
<b>DARPHEUILLE Edith</b>	1500	7500	15000
<b>DUMAZERT Marie-Odile</b>	1500	7500	15000
<b>GRANDVILLEMIN Martine</b>	1500	7500	15000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	3000	7500	30000
<b>HIPPOCRATE Gwenaël</b>	1500	7500	15000
<b>MALLET-BUY Emilie</b>	1500	7500	15000
<b>ODART Delphine</b>	1500	7500	15000
<b>SALESSES Marina</b>	1500	7500	15000
<b>SIRVENT Bruno</b>	3000	9000	45000
<b>SIVANANDAME Sylvie</b>	3000	7500	30000
<b>ALLOY Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ARLUISON Marc</b>	1500	7500	15000
<b>BARBEROUSSE Eric</b>	1500	7500	15000
<b>BENARD Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>BERGOUGNOUX Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>DICHAMP Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>EL BARHDADI Kaoutar</b>	1500	7500	15000
<b>FILIPPINI Marie</b>	3000	7500	30000
<b>GOUGE Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>GREZES Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>JIMENEZ Michel</b>	1500	7500	15000
<b>LEJEUNE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>RAIMONDEZ Elsa</b>	3000	7500	30000
<b>RENON Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>RIVAUD Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	3000	7500	30000
<b>VIALLE Isabelle</b>	3000	9000	45000
<b>ADELAIDE Cynthia</b>	1500	7500	50000
<b>ALBINA Audrey</b>	1500	7500	50000
<b>ANANE Ghania</b>	1500	7500	50000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	1500	7500	50000
<b>DEH Houleimata</b>	1500	7500	50000
<b>DUBAR Jacky</b>	1500	7500	50000
<b>FITOUSSI Audrey</b>	1500	7500	50000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	7500	50000
<b>LAMARCHE Therese</b>	1500	7500	50000
<b>LECLAIR Marine</b>	1500	7500	50000
<b>MANCEL Patrice</b>	1500	7500	50000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	7500	50000
<b>OUHIDA Brahim</b>	1500	7500	50000

<b>PERES Claude</b>	1500	7500	50000
<b>POUCHOU Thomas</b>	1500	7500	50000
<b>SYLVESTRE Wendy</b>	1500	7500	50000
<b>ZAID Mouloud</b>	3000	7500	50000
<b>CETTI Sebastien</b>	3000	9000	45000
<b>BOUTIN Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BUFFEL Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>CAHAGNE Joseph</b>	1500	7500	15000
<b>CITADELLE Teddy</b>	1500	7500	15000
<b>DEMILLY Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>DEVRIESE Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>DUHAMEL Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	1500	7500	15000
<b>HERBAUT Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	1500	7500	15000
<b>JASPART Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>LAFAYE Francois-Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	1500	7500	15000
<b>LE GUEN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>LOPES Claire</b>	1500	7500	15000
<b>MANGIONE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANRY Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIN Audrey</b>	1500	7500	15000
<b>MESLET Corentin</b>	1500	7500	15000
<b>PARIS Laurie</b>	1500	7500	15000
<b>PELLOIE Marine</b>	1500	7500	15000
<b>POIRIER Julien</b>	1500	7500	15000
<b>POMI Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>PRESNEAU Camille</b>	3000	7500	30000
<b>QUAGLIOZZI Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>SARAMITE Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>THIRY Romain</b>	1500	7500	15000
<b>UDINO Emeline</b>	1500	7500	15000
<b>VOIRIN Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>BERNARD Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>BREFFY Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>COELHO Elizabeth</b>	1500	7500	15000
<b>COURBON Axel</b>	1500	7500	15000
<b>DUDOIT Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GALLOY Valerie</b>	3000	7500	30000
<b>GILARDET Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>HONTEBEYRIE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	1500	7500	15000

<b>KHOURY Deborah</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIN Camille</b>	1500	7500	15000
<b>NOEL Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>ONEN Sara</b>	1500	7500	15000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>PONCE Mylene</b>	1500	7500	15000
<b>POUSSIER Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>SACHY Carole</b>	1500	7500	15000
<b>TOFFART Remy</b>	1500	7500	15000
<b>VANESME Anne</b>	1500	7500	15000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNET Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>COUTURE Amandine</b>	1500	7500	15000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	1500	7500	15000
<b>DAVOINE Coline</b>	1500	7500	15000
<b>DEBREE-POLICAR Sarah</b>	1500	7500	15000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	1500	7500	15000
<b>GALPIN Emeline</b>	1500	7500	15000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>MARNY Aymeric</b>	1500	7500	15000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	1500	7500	15000
<b>MOULIN Denis</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Jeremi</b>	1500	7500	15000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>TATO Genevieve</b>	3000	7500	30000
<b>TOUNSI Tarik</b>	1500	7500	15000
<b>WASSOUF Thomas</b>	1500	7500	15000

**Annexe VI à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>COUTIN PAYARD Beatrice</b>	illimité	100000	300000
<b>HEURION Jean-Francois</b>	illimité	100000	300000
<b>VIDEMONT Angelique</b>	illimité	100000	300000
<b>LEFORT Stephane</b>	3000	7500	15000
<b>BRU Jean-Christophe</b>	3000	7500	15000
<b>ZYS Olivier</b>	3000	7500	15000
<b>HATTRY Bruno</b>	3000	7500	15000
<b>LAURET Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>ROSSI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>COSTANZO Jean-Michel</b>	illimité	100000	300000
<b>ATTARD Elodie</b>	3000	7500	30000
<b>AZIL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>BOZOR-BRADAMANTIS Brice</b>	1500	7500	15000
<b>CHARLON Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>CHEMEUR Mokrane</b>	1500	7500	15000
<b>CHERIGUI Asma</b>	1500	7500	15000
<b>CLARKE DE DROMANTIN Axel</b>	1500	7500	15000
<b>COQUELET Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>COSTE Cassandra</b>	1500	7500	15000
<b>COYARD Romain</b>	1500	7500	15000
<b>DAILLY-ECOLIVET Valerie</b>	3000	9000	45000
<b>DEJONCKHEERE Emmanuel</b>	3000	9000	45000
<b>DIEUDONNE Cyril</b>	3000	7500	30000
<b>DRAI Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Vincent</b>	3000	7500	30000
<b>FREYCHE Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>LAMARQUE Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>LOPES Deborah</b>	1500	7500	15000
<b>MICHELETTI Celien</b>	1500	7500	15000
<b>MONJOL Patricia</b>	1500	7500	15000
<b>REMACLE Clemence</b>	1500	7500	15000
<b>SEBASTIEN Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>TARDY Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>YALALI Kahina</b>	1500	7500	15000

<b>ANTHONY Jacinthe</b>	3000	7500	30000
<b>BUGUINET Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>CYPRIEN Sandra</b>	1500	7500	15000
<b>DARPHEUILLE Edith</b>	1500	7500	15000
<b>DUMAZERT Marie-Odile</b>	1500	7500	15000
<b>GRANDVILLEMIN Martine</b>	1500	7500	15000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	3000	7500	30000
<b>HIPPOCRATE Gwenaël</b>	1500	7500	15000
<b>MALLET-BUY Emilie</b>	1500	7500	15000
<b>ODART Delphine</b>	1500	7500	15000
<b>SALESSES Marina</b>	1500	7500	15000
<b>SIRVENT Bruno</b>	3000	9000	45000
<b>SIVANANDAME Sylvie</b>	3000	7500	30000
<b>ALLOY Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ARLUISON Marc</b>	1500	7500	15000
<b>BARBEROUSSE Eric</b>	1500	7500	15000
<b>BENARD Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>BERGOUGNOUX Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>DICHAMP Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>EL BARHDADI Kaoutar</b>	1500	7500	15000
<b>FILIPPINI Marie</b>	3000	7500	30000
<b>GOUGE Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>GREZES Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>JIMENEZ Michel</b>	1500	7500	15000
<b>LEJEUNE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>RAIMONDEZ Elsa</b>	3000	7500	30000
<b>RENON Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>RIVAUD Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	3000	7500	30000
<b>VIALLE Isabelle</b>	3000	9000	45000
<b>ADELAIDE Cynthia</b>	1500	7500	50000
<b>ALBINA Audrey</b>	1500	7500	50000
<b>ANANE Ghania</b>	1500	7500	50000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	1500	7500	50000
<b>DEH Houleimata</b>	1500	7500	50000
<b>DUBAR Jacky</b>	1500	7500	50000
<b>FITOUSSI Audrey</b>	1500	7500	50000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	7500	50000
<b>LAMARCHE Therese</b>	1500	7500	50000
<b>LECLAIR Marine</b>	1500	7500	50000
<b>MANCEL Patrice</b>	1500	7500	50000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	7500	50000
<b>OUHIDA Brahim</b>	1500	7500	50000



<b>PERES Claude</b>	1500	7500	50000
<b>POUCHOU Thomas</b>	1500	7500	50000
<b>SYLVESTRE Wendy</b>	1500	7500	50000
<b>ZAID Mouloud</b>	3000	7500	50000
<b>CETTI Sebastien</b>	3000	9000	45000
<b>BOUTIN Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BUFFEL Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>CAHAGNE Joseph</b>	1500	7500	15000
<b>CITADELLE Teddy</b>	1500	7500	15000
<b>DEMILLY Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>DEVRIESE Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>DUHAMEL Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	1500	7500	15000
<b>HERBAUT Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	1500	7500	15000
<b>JASPART Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>LAFAYE Francois-Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	1500	7500	15000
<b>LE GUEN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>LOPES Claire</b>	1500	7500	15000
<b>MANGIONE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANRY Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIN Audrey</b>	1500	7500	15000
<b>MESLET Corentin</b>	1500	7500	15000
<b>PARIS Laurie</b>	1500	7500	15000
<b>PELLOIE Marine</b>	1500	7500	15000
<b>POIRIER Julien</b>	1500	7500	15000
<b>POMI Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>PRESNEAU Camille</b>	3000	7500	30000
<b>QUAGLIOZZI Adrien</b>	1500	7500	15000
<b>SARAMITE Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>THIRY Romain</b>	1500	7500	15000
<b>UDINO Emeline</b>	1500	7500	15000
<b>VOIRIN Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>BERNARD Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>BREFFY Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>COELHO Elizabeth</b>	1500	7500	15000
<b>COURBON Axel</b>	1500	7500	15000
<b>DUDOIT Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>GALLOY Valerie</b>	3000	7500	30000
<b>GILARDET Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>HONTEBEYRIE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	1500	7500	15000

<b>KHOURY Deborah</b>	1500	7500	15000
<b>MARTIN Camille</b>	1500	7500	15000
<b>NOEL Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>ONEN Sara</b>	1500	7500	15000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>PONCE Mylene</b>	1500	7500	15000
<b>POUSSIER Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>SACHY Carole</b>	1500	7500	15000
<b>TOFFART Remy</b>	1500	7500	15000
<b>VANESME Anne</b>	1500	7500	15000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNET Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>COUTURE Amandine</b>	1500	7500	15000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	1500	7500	15000
<b>DAVOINE Coline</b>	1500	7500	15000
<b>DEBREE-POLICAR Sarah</b>	1500	7500	15000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	1500	7500	15000
<b>GALPIN Emeline</b>	1500	7500	15000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>MARNY Aymeric</b>	1500	7500	15000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	1500	7500	15000
<b>MOULIN Denis</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Jeremi</b>	1500	7500	15000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>TATO Genevieve</b>	3000	7500	30000
<b>TOUNSI Tarik</b>	1500	7500	15000
<b>WASSOUF Thomas</b>	1500	7500	15000

**Annexe VII à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>COUTIN PAYARD Beatrice</b>	illimité	600000
<b>HEURION Jean-Francois</b>	illimité	600000
<b>VIDEMONT Angelique</b>	illimité	600000
<b>LEFORT Stephane</b>	3000	15000
<b>BRU Jean-Christophe</b>	3000	15000
<b>ZYS Olivier</b>	3000	15000
<b>HATTRY Bruno</b>	3000	15000
<b>LAURET Nicolas</b>	1500	15000
<b>ROSSI Sebastien</b>	1500	15000
<b>COSTANZO Jean-Michel</b>	illimité	600000
<b>ATTARD Elodie</b>	3000	30000
<b>AZIL Veronique</b>	1500	15000
<b>BOZOR-BRADAMANTIS Brice</b>	1500	15000
<b>CHARLON Estelle</b>	1500	15000
<b>CHEMEUR Mokrane</b>	1500	15000
<b>CHERIGUI Asma</b>	1500	15000
<b>CLARKE DE DROMANTIN Axel</b>	1500	15000
<b>COQUELET Sophie</b>	1500	15000
<b>COSTE Cassandra</b>	1500	15000
<b>COYARD Romain</b>	1500	15000
<b>DAILLY-ECOLIVET Valerie</b>	3000	45000
<b>DEJONCKHEERE Emmanuel</b>	3000	45000
<b>DIEUDONNE Cyril</b>	3000	30000
<b>DRAI Alexandra</b>	1500	15000
<b>DURAND Vincent</b>	3000	30000
<b>FREYCHE Vincent</b>	1500	15000
<b>LAMARQUE Frederic</b>	1500	15000
<b>LOPES Deborah</b>	1500	15000
<b>MICHELETTI Celien</b>	1500	15000
<b>MONJOL Patricia</b>	1500	15000
<b>REMACLE Clemence</b>	1500	15000
<b>SEBASTIEN Patrice</b>	1500	15000
<b>TARDY Jerome</b>	1500	15000
<b>YALALI Kahina</b>	1500	15000
<b>ANTHONY Jacinthe</b>	3000	30000
<b>BUGUINET Chantal</b>	1500	15000

<b>CYPRIEN Sandra</b>	1500	15000
<b>DARPHEUILLE Edith</b>	1500	15000
<b>DUMAZERT Marie-Odile</b>	1500	15000
<b>GRANDVILLEMIN Martine</b>	1500	15000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	3000	30000
<b>HIPPOCRATE Gwenaël</b>	1500	15000
<b>MALLET-BUY Emilie</b>	1500	15000
<b>OUDART Delphine</b>	1500	15000
<b>SALESSES Marina</b>	1500	15000
<b>SIRVENT Bruno</b>	3000	45000
<b>SIVANANDAME Sylvie</b>	3000	30000
<b>ALLOY Florence</b>	1500	15000
<b>ARLUISON Marc</b>	1500	15000
<b>BARBEROUSSE Eric</b>	1500	15000
<b>BENARD Sylvie</b>	1500	15000
<b>BERGOUGNOUX Brigitte</b>	1500	15000
<b>DICHAMP Beatrice</b>	1500	15000
<b>EL BARHDADI Kaoutar</b>	1500	15000
<b>FILIPPINI Marie</b>	3000	30000
<b>GOUGE Sylviane</b>	1500	15000
<b>GREZES Muriel</b>	1500	15000
<b>JIMENEZ Michel</b>	1500	15000
<b>LEJEUNE Sophie</b>	1500	15000
<b>RAIMONDEZ Elsa</b>	3000	30000
<b>RENON Jean-Francois</b>	1500	15000
<b>RIVAUD Catherine</b>	1500	15000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	3000	30000
<b>VIALLE Isabelle</b>	3000	45000
<b>ADELAIDE Cynthia</b>	1500	50000
<b>ALBINA Audrey</b>	1500	50000
<b>ANANE Ghania</b>	1500	50000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	1500	50000
<b>DEH Houleimata</b>	1500	50000
<b>DUBAR Jacky</b>	1500	50000
<b>FITOUSSI Audrey</b>	1500	50000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	50000
<b>LAMARCHE Therese</b>	1500	50000
<b>LECLAIR Marine</b>	1500	50000
<b>MANCEL Patrice</b>	1500	50000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	50000
<b>OUHIDA Brahim</b>	1500	50000
<b>PERES Claude</b>	1500	50000
<b>POUCHOU Thomas</b>	1500	50000

<b>SYLVESTRE Wendy</b>	1500	50000
<b>ZAID Mouloud</b>	3000	50000
<b>CETTI Sebastien</b>	3000	45000
<b>BOUTIN Julie</b>	1500	15000
<b>BUFFEL Alexandre</b>	1500	15000
<b>CAHAGNE Joseph</b>	1500	15000
<b>CITADELLE Teddy</b>	1500	15000
<b>DEMILLY Matthieu</b>	1500	15000
<b>DEVRIESE Thomas</b>	1500	15000
<b>DUHAMEL Alexandra</b>	1500	15000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	1500	15000
<b>HERBAUT Guillaume</b>	1500	15000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	1500	15000
<b>JASPART Vincent</b>	1500	15000
<b>LAFAYE Francois-Xavier</b>	1500	15000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	1500	15000
<b>LE GUEN Steve</b>	1500	15000
<b>LOPES Claire</b>	1500	15000
<b>MANGIONE Pierre</b>	1500	15000
<b>MANRY Adrien</b>	1500	15000
<b>MARTIN Audrey</b>	1500	15000
<b>MESLET Corentin</b>	1500	15000
<b>PARIS Laurie</b>	1500	15000
<b>PELLOIE Marine</b>	1500	15000
<b>POIRIER Julien</b>	1500	15000
<b>POMI Vincent</b>	1500	15000
<b>PRESNEAU Camille</b>	3000	15000
<b>QUAGLIOZZI Adrien</b>	1500	15000
<b>SARAMITE Gilles</b>	1500	15000
<b>THIRY Romain</b>	1500	15000
<b>UDINO Emeline</b>	1500	15000
<b>VOIRIN Maxime</b>	1500	15000
<b>BERNARD Cyril</b>	1500	15000
<b>BREFFY Alexandre</b>	1500	15000
<b>COELHO Elizabeth</b>	1500	15000
<b>COURBON Axel</b>	1500	15000
<b>DUDOIT Arnaud</b>	1500	15000
<b>GALLOY Valerie</b>	3000	15000
<b>GILARDET Anthony</b>	1500	15000
<b>HONTEBEYRIE Sebastien</b>	1500	15000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	1500	15000
<b>KHOURY Deborah</b>	1500	15000
<b>MARTIN Camille</b>	1500	15000

<b>NOEL Guillaume</b>	1500	15000
<b>ONEN Sara</b>	1500	15000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	1500	15000
<b>PONCE Mylene</b>	1500	15000
<b>POUSSIER Estelle</b>	1500	15000
<b>SACHY Carole</b>	1500	15000
<b>TOFFART Remy</b>	1500	15000
<b>VANESME Anne</b>	1500	15000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	1500	15000
<b>BONNET Christophe</b>	1500	15000
<b>COUTURE Amandine</b>	1500	15000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	1500	15000
<b>DAVOINE Coline</b>	1500	15000
<b>DEBREE-POLICAR Sarah</b>	1500	15000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	1500	15000
<b>GALPIN Emeline</b>	1500	15000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	1500	15000
<b>MARNY Aymeric</b>	1500	15000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	1500	15000
<b>MOULIN Denis</b>	1500	15000
<b>RICHARD Jeremi</b>	1500	15000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	1500	15000
<b>TATO Genevieve</b>	3000	15000
<b>TOUNSI Tarik</b>	1500	15000
<b>WASSOUF Thomas</b>	1500	15000

**Annexe VIII à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
COUTIN PAYARD Beatrice	illimité	600000
HEURION Jean-Francois	illimité	600000
VIDEMONT Angelique	illimité	600000
LEFORT Stephane	3000	15000
BRU Jean-Christophe	3000	15000
ZYS Olivier	3000	15000
HATTRY Bruno	3000	15000
LAURET Nicolas	1500	15000
ROSSI Sebastien	1500	15000
COSTANZO Jean-Michel	illimité	600000
ATTARD Elodie	3000	30000
AZIL Veronique	1500	15000
BOZOR-BRADAMANTIS Brice	1500	15000
CHARLON Estelle	1500	15000
CHEMEUR Mokrane	1500	15000
CHERIGUI Asma	1500	15000
CLARKE DE DROMANTIN Axel	1500	15000
COQUELET Sophie	1500	15000
COSTE Cassandra	1500	15000
COYARD Romain	1500	15000
DAILLY-ECOLIVET Valerie	3000	45000
DEJONCKHEERE Emmanuel	3000	45000
DIEUDONNE Cyril	3000	30000
DRAI Alexandra	1500	15000
DURAND Vincent	3000	30000
FREYCHE Vincent	1500	15000
LAMARQUE Frederic	1500	15000
LOPES Deborah	1500	15000
MICHELETTI Celien	1500	15000
MONJOL Patricia	1500	15000
REMACLE Clemence	1500	15000
SEBASTIEN Patrice	1500	15000
TARDY Jerome	1500	15000
YALALI Kahina	1500	15000
ANTHONY Jacinthe	3000	30000
BUGUINET Chantal	1500	15000

<b>CYPRIEN Sandra</b>	1500	15000
<b>DARPHEUILLE Edith</b>	1500	15000
<b>DUMAZERT Marie-Odile</b>	1500	15000
<b>GRANDVILLEMIN Martine</b>	1500	15000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	3000	30000
<b>HIPPOCRATE Gwenaël</b>	1500	15000
<b>MALLET-BUY Emilie</b>	1500	15000
<b>ODART Delphine</b>	1500	15000
<b>SALESSES Marina</b>	1500	15000
<b>SIRVENT Bruno</b>	3000	45000
<b>SIVANANDAME Sylvie</b>	3000	30000
<b>ALLOY Florence</b>	1500	15000
<b>ARLUISON Marc</b>	1500	15000
<b>BARBEROUSSE Eric</b>	1500	15000
<b>BENARD Sylvie</b>	1500	15000
<b>BERGOUXNOUX Brigitte</b>	1500	15000
<b>DICHAMP Beatrice</b>	1500	15000
<b>EL BARHDADI Kaoutar</b>	1500	15000
<b>FILIPPINI Marie</b>	3000	30000
<b>GOUGE Sylviane</b>	1500	15000
<b>GREZES Muriel</b>	1500	15000
<b>JIMENEZ Michel</b>	1500	15000
<b>LEJEUNE Sophie</b>	1500	15000
<b>RAIMONDEZ Elsa</b>	3000	30000
<b>RENON Jean-Francois</b>	1500	15000
<b>RIVAUD Catherine</b>	1500	15000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	3000	30000
<b>VIALLE Isabelle</b>	3000	45000
<b>ADELAIDE Cynthia</b>	1500	50000
<b>ALBINA Audrey</b>	1500	50000
<b>ANANE Ghania</b>	1500	50000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	1500	50000
<b>DEH Houleimata</b>	1500	50000
<b>DUBAR Jacky</b>	1500	50000
<b>FITOUSSI Audrey</b>	1500	50000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	50000
<b>LAMARCHE Therese</b>	1500	50000
<b>LECLAIR Marine</b>	1500	50000
<b>MANCEL Patrice</b>	1500	50000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	50000
<b>OUHIDA Brahim</b>	1500	50000
<b>PERES Claude</b>	1500	50000
<b>POUCHOU Thomas</b>	1500	50000



<b>SYLVESTRE Wendy</b>	1500	50000
<b>ZAID Mouloud</b>	3000	50000
<b>CETTI Sebastien</b>	3000	45000
<b>BOUTIN Julie</b>	1500	15000
<b>BUFFEL Alexandre</b>	1500	15000
<b>CAHAGNE Joseph</b>	1500	15000
<b>CITADELLE Teddy</b>	1500	15000
<b>DEMILLY Matthieu</b>	1500	15000
<b>DEVRIESE Thomas</b>	1500	15000
<b>DUHAMEL Alexandra</b>	1500	15000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	1500	15000
<b>HERBAUT Guillaume</b>	1500	15000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	1500	15000
<b>JASPART Vincent</b>	1500	15000
<b>LAFAYE Francois-Xavier</b>	1500	15000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	1500	15000
<b>LE GUEN Steve</b>	1500	15000
<b>LOPES Claire</b>	1500	15000
<b>MANGIONE Pierre</b>	1500	15000
<b>MANRY Adrien</b>	1500	15000
<b>MARTIN Audrey</b>	1500	15000
<b>MESLET Corentin</b>	1500	15000
<b>PARIS Laurie</b>	1500	15000
<b>PELLOIE Marine</b>	1500	15000
<b>POIRIER Julien</b>	1500	15000
<b>POMI Vincent</b>	1500	15000
<b>PRESNEAU Camille</b>	3000	15000
<b>QUAGLIOZZI Adrien</b>	1500	15000
<b>SARAMITE Gilles</b>	1500	15000
<b>THIRY Romain</b>	1500	15000
<b>UDINO Emeline</b>	1500	15000
<b>VOIRIN Maxime</b>	1500	15000
<b>BERNARD Cyril</b>	1500	15000
<b>BREFFY Alexandre</b>	1500	15000
<b>COELHO Elizabeth</b>	1500	15000
<b>COURBON Axel</b>	1500	15000
<b>DUDOIT Arnaud</b>	1500	15000
<b>GALLOY Valerie</b>	3000	15000
<b>GILARDET Anthony</b>	1500	15000
<b>HONTEBEYRIE Sebastien</b>	1500	15000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	1500	15000
<b>KHOURY Deborah</b>	1500	15000
<b>MARTIN Camille</b>	1500	15000

<b>NOEL Guillaume</b>	1500	15000
<b>ONEN Sara</b>	1500	15000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	1500	15000
<b>PONCE Mylene</b>	1500	15000
<b>POUSSIER Estelle</b>	1500	15000
<b>SACHY Carole</b>	1500	15000
<b>TOFFART Remy</b>	1500	15000
<b>VANESME Anne</b>	1500	15000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	1500	15000
<b>BONNET Christophe</b>	1500	15000
<b>COUTURE Amandine</b>	1500	15000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	1500	15000
<b>DAVOINE Coline</b>	1500	15000
<b>DEBREE-POLICAR Sarah</b>	1500	15000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	1500	15000
<b>GALPIN Emeline</b>	1500	15000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	1500	15000
<b>MARNY Aymeric</b>	1500	15000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	1500	15000
<b>MOULIN Denis</b>	1500	15000
<b>RICHARD Jeremi</b>	1500	15000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	1500	15000
<b>TATO Genevieve</b>	3000	15000
<b>TOUNSI Tarik</b>	1500	15000
<b>WASSOUF Thomas</b>	1500	15000

**Annexe IX à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>COUTIN PAYARD Beatrice</b>	illimité	300000
<b>HEURION Jean-Francois</b>	illimité	300000
<b>VIDEMONT Angelique</b>	illimité	300000
<b>LEFORT Stephane</b>	3000	15000
<b>BRU Jean-Christophe</b>	3000	15000
<b>ZYS Olivier</b>	3000	15000
<b>HATTRY Bruno</b>	3000	15000
<b>LAURET Nicolas</b>	1500	15000
<b>ROSSI Sebastien</b>	1500	15000
<b>COSTANZO Jean-Michel</b>	illimité	300000
<b>ATTARD Elodie</b>	3000	15000
<b>AZIL Veronique</b>	1500	15000
<b>BOZOR-BRADAMANTIS Brice</b>	1500	15000
<b>CHARLON Estelle</b>	1500	15000
<b>CHEMEUR Mokrane</b>	1500	15000
<b>CHERIGUI Asma</b>	1500	15000
<b>CLARKE DE DROMANTIN Axel</b>	1500	15000
<b>COQUELET Sophie</b>	1500	15000
<b>COSTE Cassandra</b>	1500	15000
<b>COYARD Romain</b>	1500	15000
<b>DAILLY-ECOLIVET Valerie</b>	3000	15000
<b>DEJONCKHEERE Emmanuel</b>	3000	15000
<b>DIEUDONNE Cyril</b>	3000	15000
<b>DRAI Alexandra</b>	1500	15000
<b>DURAND Vincent</b>	3000	15000
<b>FREYCHE Vincent</b>	1500	15000
<b>LAMARQUE Frederic</b>	1500	15000
<b>LOPES Deborah</b>	1500	15000
<b>MICHELETTI Celien</b>	1500	15000
<b>MONJOL Patricia</b>	1500	15000
<b>REMACLE Clemence</b>	1500	15000
<b>SEBASTIEN Patrice</b>	1500	15000
<b>TARDY Jerome</b>	1500	15000
<b>YALALI Kahina</b>	1500	15000
<b>ANTHONY Jacinthe</b>	3000	15000

<b>BUGUINET Chantal</b>	1500	15000
<b>CYPRIEN Sandra</b>	1500	15000
<b>DARPHEUILLE Edith</b>	1500	15000
<b>DUMAZERT Marie-Odile</b>	1500	15000
<b>GRANDVILLEMIN Martine</b>	1500	15000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	3000	15000
<b>HIPPOCRATE Gwenaël</b>	1500	15000
<b>MALLET-BUY Emilie</b>	1500	15000
<b>ODART Delphine</b>	1500	15000
<b>SALESSES Marina</b>	1500	15000
<b>SIRVENT Bruno</b>	3000	15000
<b>SIVANANDAME Sylvie</b>	3000	15000
<b>ALLOY Florence</b>	1500	15000
<b>ARLUISON Marc</b>	1500	15000
<b>BARBEROUSSE Eric</b>	1500	15000
<b>BENARD Sylvie</b>	1500	15000
<b>BERGOUIGNOUX Brigitte</b>	1500	15000
<b>DICHAMP Beatrice</b>	1500	15000
<b>EL BARHDADI Kaoutar</b>	1500	15000
<b>FILIPPINI Marie</b>	3000	15000
<b>GOUGE Sylviane</b>	1500	15000
<b>GREZES Muriel</b>	1500	15000
<b>JIMENEZ Michel</b>	1500	15000
<b>LEJEUNE Sophie</b>	1500	15000
<b>RAIMONDEZ Elsa</b>	3000	15000
<b>RENON Jean-Francois</b>	1500	15000
<b>RIVAUD Catherine</b>	1500	15000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	3000	15000
<b>VIALLE Isabelle</b>	3000	15000
<b>ADELAIDE Cynthia</b>	1500	15000
<b>ALBINA Audrey</b>	1500	15000
<b>ANANE Ghania</b>	1500	15000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	1500	15000
<b>DEH Houleimata</b>	1500	15000
<b>DUBAR Jacky</b>	1500	15000
<b>FITOUSSI Audrey</b>	1500	15000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	15000
<b>LAMARCHE Therese</b>	1500	15000
<b>LECLAIR Marine</b>	1500	15000
<b>MANCEL Patrice</b>	1500	15000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	15000
<b>OUHIDA Brahim</b>	1500	15000
<b>PERES Claude</b>	1500	15000

<b>POUCHOU Thomas</b>	1500	15000
<b>SYLVESTRE Wendy</b>	1500	15000
<b>ZAID Mouloud</b>	3000	15000
<b>CETTI Sebastien</b>	3000	15000
<b>BOUTIN Julie</b>	1500	15000
<b>BUFFEL Alexandre</b>	1500	15000
<b>CAHAGNE Joseph</b>	1500	15000
<b>CITADELLE Teddy</b>	1500	15000
<b>DEMILLY Matthieu</b>	1500	15000
<b>DEVRIESE Thomas</b>	1500	15000
<b>DUHAMEL Alexandra</b>	1500	15000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	1500	15000
<b>HERBAUT Guillaume</b>	1500	15000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	1500	15000
<b>JASPART Vincent</b>	1500	15000
<b>LAFAYE Francois-Xavier</b>	1500	15000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	1500	15000
<b>LE GUEN Steve</b>	1500	15000
<b>LOPES Claire</b>	1500	15000
<b>MANGIONE Pierre</b>	1500	15000
<b>MANRY Adrien</b>	1500	15000
<b>MARTIN Audrey</b>	1500	15000
<b>MESLET Corentin</b>	1500	15000
<b>PARIS Laurie</b>	1500	15000
<b>PELLOIE Marine</b>	1500	15000
<b>POIRIER Julien</b>	1500	15000
<b>POMI Vincent</b>	1500	15000
<b>PRESNEAU Camille</b>	3000	15000
<b>QUAGLIOZZI Adrien</b>	1500	15000
<b>SARAMITE Gilles</b>	1500	15000
<b>THIRY Romain</b>	1500	15000
<b>UDINO Emeline</b>	1500	15000
<b>VOIRIN Maxime</b>	1500	15000
<b>BERNARD Cyril</b>	1500	15000
<b>BREFFY Alexandre</b>	1500	15000
<b>COELHO Elizabeth</b>	1500	15000
<b>COURBON Axel</b>	1500	15000
<b>DUDOIT Arnaud</b>	1500	15000
<b>GALLOY Valerie</b>	3000	15000
<b>GILARDET Anthony</b>	1500	15000
<b>HONTEBEYRIE Sebastien</b>	1500	15000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	1500	15000
<b>KHOURY Deborah</b>	1500	15000

<b>MARTIN Camille</b>	1500	15000
<b>NOEL Guillaume</b>	1500	15000
<b>ONEN Sara</b>	1500	15000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	1500	15000
<b>PONCE Mylene</b>	1500	15000
<b>POUSSIER Estelle</b>	1500	15000
<b>SACHY Carole</b>	1500	15000
<b>TOFFART Remy</b>	1500	15000
<b>VANESME Anne</b>	1500	15000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	1500	15000
<b>BONNET Christophe</b>	1500	15000
<b>COUTURE Amandine</b>	1500	15000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	1500	15000
<b>DAVOINE Coline</b>	1500	15000
<b>DEBREE-POLICAR Sarah</b>	1500	15000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	1500	15000
<b>GALPIN Emeline</b>	1500	15000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	1500	15000
<b>MARNY Aymeric</b>	1500	15000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	1500	15000
<b>MOULIN Denis</b>	1500	15000
<b>RICHARD Jeremi</b>	1500	15000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	1500	15000
<b>TATO Genevieve</b>	3000	15000
<b>TOUNSI Tarik</b>	1500	15000
<b>WASSOUF Thomas</b>	1500	15000

**Annexe X à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional *VENZAL Joseph*  
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>COUTIN PAYARD Beatrice</b>	illimité	300000
<b>HEURION Jean-Francois</b>	illimité	300000
<b>VIDEMONT Angelique</b>	illimité	300000
<b>LEFORT Stephane</b>	3000	15000
<b>BRU Jean-Christophe</b>	3000	15000
<b>ZYS Olivier</b>	3000	15000
<b>HATTRY Bruno</b>	3000	300000
<b>LAURET Nicolas</b>	1500	15000
<b>ROSSI Sebastien</b>	1500	15000
<b>COSTANZO Jean-Michel</b>	illimité	300000
<b>ATTARD Elodie</b>	3000	15000
<b>AZIL Veronique</b>	1500	15000
<b>BOZOR-BRADAMANTIS Brice</b>	1500	15000
<b>CHARLON Estelle</b>	1500	15000
<b>CHEMEUR Mokrane</b>	1500	15000
<b>CHERIGUI Asma</b>	1500	15000
<b>CLARKE DE DROMANTIN Axel</b>	1500	15000
<b>COQUELET Sophie</b>	1500	15000
<b>COSTE Cassandra</b>	1500	15000
<b>COYARD Romain</b>	1500	15000
<b>DAILLY-ECOLIVET Valerie</b>	3000	15000
<b>DEJONCKHEERE Emmanuel</b>	3000	15000
<b>DIEUDONNE Cyril</b>	3000	15000
<b>DRAI Alexandra</b>	1500	15000
<b>DURAND Vincent</b>	3000	15000
<b>FREYCHE Vincent</b>	1500	15000
<b>LAMARQUE Frederic</b>	1500	15000
<b>LOPES Deborah</b>	1500	15000
<b>MICHELETTI Celien</b>	1500	15000
<b>MONJOL Patricia</b>	1500	15000
<b>REMACLE Clemence</b>	1500	15000
<b>SEBASTIEN Patrice</b>	1500	15000
<b>TARDY Jerome</b>	1500	15000
<b>YALALI Kahina</b>	1500	15000
<b>ANTHONY Jacinthe</b>	1500	15000

<b>BUGUINET Chantal</b>	1500	15000
<b>CYPRIEN Sandra</b>	1500	15000
<b>DARPHEUILLE Edith</b>	1500	15000
<b>DUMAZERT Marie-Odile</b>	1500	15000
<b>GRANDVILLEMIN Martine</b>	1500	15000
<b>HILLAIRET Sylvie</b>	3000	15000
<b>HIPPOCRATE Gwenael</b>	1500	15000
<b>MALLET-BUY Emilie</b>	1500	15000
<b>ODART Delphine</b>	1500	15000
<b>SALESSES Marina</b>	1500	15000
<b>SIRVENT Bruno</b>	3000	15000
<b>SIVANANDAME Sylvie</b>	3000	15000
<b>ALLOY Florence</b>	1500	15000
<b>ARLUISON Marc</b>	1500	15000
<b>BARBEROUSSE Eric</b>	1500	15000
<b>BENARD Sylvie</b>	1500	15000
<b>BERGOUGNOUX Brigitte</b>	1500	15000
<b>DICHAMP Beatrice</b>	1500	15000
<b>EL BARHDADI Kaoutar</b>	1500	15000
<b>FILIPPINI Marie</b>	3000	15000
<b>GOUGE Sylviane</b>	1500	15000
<b>GREZES Muriel</b>	1500	15000
<b>JIMENEZ Michel</b>	1500	15000
<b>LEJEUNE Sophie</b>	1500	15000
<b>RAIMONDEZ Elsa</b>	3000	15000
<b>RENON Jean-Francois</b>	1500	15000
<b>RIVAUD Catherine</b>	1500	15000
<b>VALLEE Anne-Claude</b>	3000	15000
<b>VIALLE Isabelle</b>	3000	15000
<b>ADELAIDE Cynthia</b>	1500	15000
<b>ALBINA Audrey</b>	1500	15000
<b>ANANE Ghania</b>	1500	15000
<b>CROSNIER Ludovic</b>	1500	15000
<b>DEH Houleimata</b>	1500	15000
<b>DUBAR Jacky</b>	1500	15000
<b>FITOUSSI Audrey</b>	1500	15000
<b>FOURNIER Alexis</b>	1500	15000
<b>LAMARCHE Therese</b>	1500	15000
<b>LECLAIR Marine</b>	1500	15000
<b>MANCEL Patrice</b>	1500	15000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	15000
<b>OUHIDA Brahim</b>	1500	15000
<b>PERES Claude</b>	1500	15000



<b>POUCHOU Thomas</b>	1500	15000
<b>SYLVESTRE Wendy</b>	1500	15000
<b>ZAID Mouloud</b>	3000	15000
<b>CETTI Sebastien</b>	3000	15000
<b>BOUTIN Julie</b>	1500	15000
<b>BUFFEL Alexandre</b>	1500	15000
<b>CAHAGNE Joseph</b>	1500	15000
<b>CITADELLE Teddy</b>	1500	15000
<b>DEMILLY Matthieu</b>	1500	15000
<b>DEVRIESE Thomas</b>	1500	15000
<b>DUHAMEL Alexandra</b>	1500	15000
<b>FRANQUIN Pauline</b>	1500	15000
<b>HERBAUT Guillaume</b>	1500	15000
<b>HERVIEU Aurelien</b>	1500	15000
<b>JASPART Vincent</b>	1500	15000
<b>LAFAYE Francois-Xavier</b>	1500	15000
<b>LARANJEIRO Bryan</b>	1500	15000
<b>LE GUEN Steve</b>	1500	15000
<b>LOPES Claire</b>	1500	15000
<b>MANGIONE Pierre</b>	1500	15000
<b>MANRY Adrien</b>	1500	15000
<b>MARTIN Audrey</b>	1500	15000
<b>MESLET Corentin</b>	1500	15000
<b>PARIS Laurie</b>	1500	15000
<b>PELLOIE Marine</b>	1500	15000
<b>POIRIER Julien</b>	1500	15000
<b>POMI Vincent</b>	1500	15000
<b>PRESNEAU Camille</b>	3000	15000
<b>QUAGLIOZZI Adrien</b>	1500	15000
<b>SARAMITE Gilles</b>	1500	15000
<b>THIRY Romain</b>	1500	15000
<b>UDINO Emeline</b>	1500	15000
<b>VOIRIN Maxime</b>	1500	15000
<b>BERNARD Cyril</b>	1500	15000
<b>BREFFY Alexandre</b>	1500	15000
<b>COELHO Elizabeth</b>	1500	15000
<b>COURBON Axel</b>	1500	15000
<b>DUDOIT Arnaud</b>	1500	15000
<b>GALLOY Valerie</b>	3000	15000
<b>GILARDET Anthony</b>	1500	15000
<b>HONTEBEYRIE Sebastien</b>	1500	15000
<b>KERLIRZIN Vincent</b>	1500	15000
<b>KHOURY Deborah</b>	1500	15000

<b>MARTIN Camille</b>	1500	15000
<b>NOEL Guillaume</b>	1500	15000
<b>ONEN Sara</b>	1500	15000
<b>PLAINCHAULT Maxime</b>	1500	15000
<b>PONCE Mylene</b>	1500	15000
<b>POUSSIER Estelle</b>	1500	15000
<b>SACHY Carole</b>	1500	15000
<b>TOFFART Remy</b>	1500	15000
<b>VANESME Anne</b>	1500	15000
<b>AUDOIN Jean-Guy</b>	1500	15000
<b>BONNET Christophe</b>	1500	15000
<b>COUTURE Amandine</b>	1500	15000
<b>DAMMENE DEBBIH Sofien</b>	1500	15000
<b>DAVOINE Coline</b>	1500	15000
<b>DEBREE-POLICAR Sarah</b>	1500	15000
<b>GABRIT Jocelyn</b>	1500	15000
<b>GALPIN Emeline</b>	1500	15000
<b>LE COROLLER Ronan</b>	1500	15000
<b>MARNY Aymeric</b>	1500	15000
<b>MOUGHAOUI Anas</b>	1500	15000
<b>MOULIN Denis</b>	1500	15000
<b>RICHARD Jeremi</b>	1500	15000
<b>SANDIE Jean-Alexandre</b>	1500	15000
<b>TATO Genevieve</b>	3000	15000
<b>TOUNSI Tarik</b>	1500	15000
<b>WASSOUF Thomas</b>	1500	15000

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

SAINT GERMAIN-EN-LAYE, LE 8 JUIL. 2022

*DR Paris Ouest*  
5, RUE VOLTA  
78105 SAINT GERMAIN-EN-LAYE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *VENZAL Joseph*  
Téléphone : 09 70 27 23 45  
Télécopie : 01 34 51 30 78  
Mél : [dr-paris-ouest@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-paris-ouest@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2022/1 du directeur régional à SAINT GERMAIN-EN-LAYE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à PARIS dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à PARIS, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional  
*VENZAL Joseph*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional  
VENZAL Joseph**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional  
VENZAL Joseph

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional  
*VENZAL Joseph*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 35319	1500	7500	15000
Matricule 36117	1500	7500	15000
Matricule 36543	1500	7500	15000
Matricule 36739	1500	7500	15000
Matricule 36845	1500	7500	15000
Matricule 39143	1500	7500	15000
Matricule 40005	1500	7500	15000
Matricule 40233	1500	7500	15000
Matricule 40247	1500	7500	15000
Matricule 40811	1500	7500	15000
Matricule 40886	1500	7500	15000
Matricule 41566	1500	7500	15000
Matricule 41909	1500	7500	15000
Matricule 42379	1500	7500	15000
Matricule 42429	1500	7500	15000
Matricule 42467	1500	7500	15000
Matricule 42892	1500	7500	15000
Matricule 42989	1500	7500	15000
Matricule 43385	1500	7500	15000
Matricule 44008	1500	7500	15000
Matricule 44324	1500	7500	15000
Matricule 45290	1500	7500	15000
Matricule 45445	1500	7500	15000
Matricule 50578	1500	7500	15000
Matricule 51018	1500	7500	15000
Matricule 51617	1500	7500	15000
Matricule 52002	1500	7500	15000
Matricule 52434	1500	7500	15000
Matricule 52515	1500	7500	15000



<b>Matricule 52731</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53010</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53124</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53323</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53367</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53708</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53871</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53891</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54229</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55884</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56301</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57027</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57050</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57167</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57186</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57295</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57311</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58179</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58822</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59177</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59323</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59543</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59736</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59858</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59987</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60278</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60657</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60722</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60764</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60899</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60925</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61114</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61142</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61656</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61684</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61707</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61867</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62077</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62165</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62339</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 62343</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62351</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62355</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62363</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62366</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62556</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62596</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62633</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62679</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62692</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62720</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62739</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62741</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62748</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62819</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62885</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62888</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62965</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62997</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63001</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63013</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63027</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63029</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63035</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63037</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63061</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63063</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63108</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63214</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63231</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63789</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64064</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64071</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64231</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64237</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64462</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64568</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64668</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64780</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64858</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 64862</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64917</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64919</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64960</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64990</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65198</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65258</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65358</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65556</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65653</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65692</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65694</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65790</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65843</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65852</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65894</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65904</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65910</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66018</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66310</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66606</b>	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional  
VENZAL Joseph**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 35319</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 36117</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 36543</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36739</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 36845</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 39143</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40005</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40233</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40247</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 40811</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40886</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41566</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41909</b>	3000	9000	45000
<b>Matricule 42379</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42429</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42467</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42892</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 42989</b>	3000	9000	45000
<b>Matricule 43385</b>	3000	9000	45000
<b>Matricule 44008</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 44324</b>	3000	9000	45000
<b>Matricule 45290</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 45445</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50578</b>	3000	7500	15000
<b>Matricule 51018</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51617</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52002</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52434</b>	3000	7500	15000
<b>Matricule 52515</b>	3000	9000	45000

<b>Matricule 52731</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 53010</b>	3000	7500	15000
<b>Matricule 53124</b>	3000	7500	50000
<b>Matricule 53323</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 53367</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 53708</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53871</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 53891</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54229</b>	3000	7500	15000
<b>Matricule 54414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55884</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56301</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57027</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57050</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57167</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 57186</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 57295</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 57311</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58179</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 58822</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59177</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59323</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59543</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 59736</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59858</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59987</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60278</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60657</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60722</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60764</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60899</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 60925</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 61114</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61142</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61656</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61684</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 61707</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 61867</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 62077</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62165</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62339</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 62343</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62351</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62355</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 62363</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 62366</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62556</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62596</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62633</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 62679</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62692</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62720</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62739</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62741</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62748</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62819</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62885</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62888</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62965</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62997</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63001</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63013</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63027</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 63029</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 63035</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63037</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63061</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63063</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63108</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 63190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63214</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63231</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 63789</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64064</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64071</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 64231</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64237</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64462</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64568</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64668</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64780</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64858</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 64862</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64917</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 64919</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 64960</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64990</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65198</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65258</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65358</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65556</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65653</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65692</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65694</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65790</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65843</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65852</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65894</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65904</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65910</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66018</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66310</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66606</b>	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional  
VENZAL Joseph**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 35319</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 36117</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 36543</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36739</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 36845</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 39143</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40005</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40233</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40247</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 40811</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40886</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41566</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41909</b>	3000	9000	45000
<b>Matricule 42379</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42429</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42467</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42892</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 42989</b>	3000	9000	45000
<b>Matricule 43385</b>	3000	9000	45000
<b>Matricule 44008</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 44324</b>	3000	9000	45000
<b>Matricule 45290</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 45445</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50578</b>	3000	7500	15000
<b>Matricule 51018</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51617</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52002</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52434</b>	3000	7500	15000
<b>Matricule 52515</b>	3000	9000	45000



<b>Matricule 52731</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 53010</b>	3000	7500	15000
<b>Matricule 53124</b>	3000	7500	50000
<b>Matricule 53323</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 53367</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 53708</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53871</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 53891</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54229</b>	3000	7500	15000
<b>Matricule 54414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55884</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56301</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57027</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57050</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57167</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 57186</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 57295</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 57311</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58179</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 58822</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59177</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59323</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59543</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 59736</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59858</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59987</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60278</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60657</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60722</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60764</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60899</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 60925</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 61114</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61142</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61656</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61684</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 61707</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 61867</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 62077</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62165</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62339</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 62343</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62351</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62355</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 62363</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 62366</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62556</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62596</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62633</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 62679</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62692</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62720</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62739</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62741</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62748</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62819</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62885</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62888</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62965</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62997</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63001</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63013</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63027</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 63029</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 63035</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63037</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63061</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63063</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63108</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 63190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63214</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63231</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 63789</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64064</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64071</b>	1500	7500	50000
<b>Matricule 64231</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64237</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64462</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64568</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64668</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64780</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64858</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 64862</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64917</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 64919</b>	3000	7500	30000
<b>Matricule 64960</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64990</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65198</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65210</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65258</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65358</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65556</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65653</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65692</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65694</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65790</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65843</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65852</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65894</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65904</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65910</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66018</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66044</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66292</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66310</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66606</b>	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional  
VENZAL Joseph**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 35319</b>	illimité	600000
<b>Matricule 36117</b>	3000	30000
<b>Matricule 36543</b>	1500	15000
<b>Matricule 36739</b>	illimité	600000
<b>Matricule 36845</b>	1500	50000
<b>Matricule 39143</b>	1500	15000
<b>Matricule 40005</b>	1500	15000
<b>Matricule 40233</b>	1500	15000
<b>Matricule 40247</b>	3000	30000
<b>Matricule 40811</b>	1500	15000
<b>Matricule 40886</b>	1500	15000
<b>Matricule 41566</b>	1500	15000
<b>Matricule 41909</b>	3000	45000
<b>Matricule 42379</b>	1500	15000
<b>Matricule 42429</b>	1500	15000
<b>Matricule 42467</b>	1500	15000
<b>Matricule 42892</b>	1500	50000
<b>Matricule 42989</b>	3000	45000
<b>Matricule 43385</b>	3000	45000
<b>Matricule 44008</b>	3000	15000
<b>Matricule 44324</b>	3000	45000
<b>Matricule 45290</b>	3000	15000
<b>Matricule 45445</b>	1500	15000
<b>Matricule 50578</b>	3000	15000
<b>Matricule 51018</b>	1500	15000
<b>Matricule 51617</b>	1500	15000
<b>Matricule 52002</b>	1500	15000
<b>Matricule 52434</b>	3000	15000
<b>Matricule 52515</b>	3000	45000
<b>Matricule 52731</b>	1500	50000
<b>Matricule 53010</b>	3000	15000

<b>Matricule 53124</b>	3000	50000
<b>Matricule 53323</b>	illimité	600000
<b>Matricule 53367</b>	illimité	600000
<b>Matricule 53708</b>	1500	15000
<b>Matricule 53871</b>	3000	30000
<b>Matricule 53891</b>	1500	15000
<b>Matricule 54229</b>	3000	15000
<b>Matricule 54414</b>	1500	15000
<b>Matricule 55884</b>	1500	15000
<b>Matricule 56301</b>	1500	15000
<b>Matricule 57027</b>	1500	15000
<b>Matricule 57050</b>	1500	15000
<b>Matricule 57167</b>	3000	30000
<b>Matricule 57186</b>	3000	30000
<b>Matricule 57295</b>	3000	30000
<b>Matricule 57311</b>	1500	15000
<b>Matricule 58179</b>	3000	30000
<b>Matricule 58822</b>	1500	15000
<b>Matricule 59177</b>	1500	15000
<b>Matricule 59210</b>	1500	15000
<b>Matricule 59304</b>	1500	15000
<b>Matricule 59323</b>	1500	15000
<b>Matricule 59543</b>	1500	50000
<b>Matricule 59736</b>	1500	15000
<b>Matricule 59858</b>	1500	15000
<b>Matricule 59987</b>	1500	15000
<b>Matricule 60278</b>	1500	15000
<b>Matricule 60657</b>	1500	15000
<b>Matricule 60722</b>	1500	15000
<b>Matricule 60764</b>	1500	15000
<b>Matricule 60899</b>	1500	50000
<b>Matricule 60925</b>	1500	50000
<b>Matricule 61114</b>	1500	15000
<b>Matricule 61142</b>	1500	15000
<b>Matricule 61656</b>	1500	15000
<b>Matricule 61684</b>	1500	50000
<b>Matricule 61707</b>	3000	30000
<b>Matricule 61867</b>	1500	50000
<b>Matricule 62077</b>	1500	15000
<b>Matricule 62165</b>	1500	15000
<b>Matricule 62339</b>	1500	15000
<b>Matricule 62343</b>	1500	15000
<b>Matricule 62351</b>	1500	15000

<b>Matricule 62355</b>	1500	50000
<b>Matricule 62363</b>	1500	50000
<b>Matricule 62366</b>	1500	15000
<b>Matricule 62556</b>	1500	15000
<b>Matricule 62596</b>	1500	15000
<b>Matricule 62633</b>	1500	50000
<b>Matricule 62679</b>	1500	15000
<b>Matricule 62692</b>	1500	15000
<b>Matricule 62720</b>	1500	15000
<b>Matricule 62739</b>	1500	15000
<b>Matricule 62741</b>	1500	15000
<b>Matricule 62748</b>	1500	15000
<b>Matricule 62819</b>	1500	15000
<b>Matricule 62885</b>	1500	15000
<b>Matricule 62888</b>	1500	15000
<b>Matricule 62965</b>	1500	15000
<b>Matricule 62997</b>	1500	15000
<b>Matricule 63001</b>	1500	15000
<b>Matricule 63013</b>	1500	15000
<b>Matricule 63027</b>	1500	50000
<b>Matricule 63029</b>	1500	50000
<b>Matricule 63035</b>	1500	15000
<b>Matricule 63037</b>	1500	15000
<b>Matricule 63044</b>	1500	15000
<b>Matricule 63061</b>	1500	15000
<b>Matricule 63063</b>	1500	15000
<b>Matricule 63108</b>	1500	50000
<b>Matricule 63190</b>	1500	15000
<b>Matricule 63210</b>	1500	15000
<b>Matricule 63214</b>	1500	15000
<b>Matricule 63231</b>	1500	50000
<b>Matricule 63789</b>	1500	15000
<b>Matricule 64064</b>	1500	15000
<b>Matricule 64071</b>	1500	50000
<b>Matricule 64231</b>	1500	15000
<b>Matricule 64237</b>	1500	15000
<b>Matricule 64462</b>	1500	15000
<b>Matricule 64568</b>	1500	15000
<b>Matricule 64668</b>	1500	15000
<b>Matricule 64780</b>	1500	15000
<b>Matricule 64858</b>	1500	15000
<b>Matricule 64862</b>	1500	15000
<b>Matricule 64917</b>	3000	15000

<b>Matricule 64919</b>	3000	30000
<b>Matricule 64960</b>	1500	15000
<b>Matricule 64990</b>	1500	15000
<b>Matricule 65198</b>	1500	15000
<b>Matricule 65210</b>	1500	15000
<b>Matricule 65258</b>	1500	15000
<b>Matricule 65336</b>	1500	15000
<b>Matricule 65358</b>	1500	15000
<b>Matricule 65414</b>	1500	15000
<b>Matricule 65556</b>	1500	15000
<b>Matricule 65624</b>	1500	15000
<b>Matricule 65653</b>	1500	15000
<b>Matricule 65692</b>	1500	15000
<b>Matricule 65694</b>	1500	15000
<b>Matricule 65790</b>	1500	15000
<b>Matricule 65843</b>	1500	15000
<b>Matricule 65852</b>	1500	15000
<b>Matricule 65870</b>	1500	15000
<b>Matricule 65894</b>	1500	15000
<b>Matricule 65904</b>	1500	15000
<b>Matricule 65910</b>	1500	15000
<b>Matricule 65918</b>	1500	15000
<b>Matricule 66008</b>	1500	15000
<b>Matricule 66018</b>	1500	15000
<b>Matricule 66044</b>	1500	15000
<b>Matricule 66092</b>	1500	15000
<b>Matricule 66292</b>	1500	15000
<b>Matricule 66310</b>	1500	15000
<b>Matricule 66406</b>	1500	15000
<b>Matricule 66606</b>	1500	15000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional

**VENZAL Joseph**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 35319	illimité	600000
Matricule 36117	3000	30000
Matricule 36543	1500	15000
Matricule 36739	illimité	600000
Matricule 36845	1500	50000
Matricule 39143	1500	15000
Matricule 40005	1500	15000
Matricule 40233	1500	15000
Matricule 40247	3000	30000
Matricule 40811	1500	15000
Matricule 40886	1500	15000
Matricule 41566	1500	15000
Matricule 41909	3000	45000
Matricule 42379	1500	15000
Matricule 42429	1500	15000
Matricule 42467	1500	15000
Matricule 42892	1500	50000
Matricule 42989	3000	45000
Matricule 43385	3000	45000
Matricule 44008	3000	15000
Matricule 44324	3000	45000
Matricule 45290	3000	15000
Matricule 45445	1500	15000
Matricule 50578	3000	15000
Matricule 51018	1500	15000
Matricule 51617	1500	15000
Matricule 52002	1500	15000
Matricule 52434	3000	15000
Matricule 52515	3000	45000
Matricule 52731	1500	50000



<b>Matricule 53010</b>	3000	15000
<b>Matricule 53124</b>	3000	50000
<b>Matricule 53323</b>	illimité	600000
<b>Matricule 53367</b>	illimité	600000
<b>Matricule 53708</b>	1500	15000
<b>Matricule 53871</b>	3000	30000
<b>Matricule 53891</b>	1500	15000
<b>Matricule 54229</b>	3000	15000
<b>Matricule 54414</b>	1500	15000
<b>Matricule 55884</b>	1500	15000
<b>Matricule 56301</b>	1500	15000
<b>Matricule 57027</b>	1500	15000
<b>Matricule 57050</b>	1500	15000
<b>Matricule 57167</b>	3000	30000
<b>Matricule 57186</b>	3000	30000
<b>Matricule 57295</b>	3000	30000
<b>Matricule 57311</b>	1500	15000
<b>Matricule 58179</b>	3000	30000
<b>Matricule 58822</b>	1500	15000
<b>Matricule 59177</b>	1500	15000
<b>Matricule 59210</b>	1500	15000
<b>Matricule 59304</b>	1500	15000
<b>Matricule 59323</b>	1500	15000
<b>Matricule 59543</b>	1500	50000
<b>Matricule 59736</b>	1500	15000
<b>Matricule 59858</b>	1500	15000
<b>Matricule 59987</b>	1500	15000
<b>Matricule 60278</b>	1500	15000
<b>Matricule 60657</b>	1500	15000
<b>Matricule 60722</b>	1500	15000
<b>Matricule 60764</b>	1500	15000
<b>Matricule 60899</b>	1500	50000
<b>Matricule 60925</b>	1500	50000
<b>Matricule 61114</b>	1500	15000
<b>Matricule 61142</b>	1500	15000
<b>Matricule 61656</b>	1500	15000
<b>Matricule 61684</b>	1500	50000
<b>Matricule 61707</b>	3000	30000
<b>Matricule 61867</b>	1500	50000
<b>Matricule 62077</b>	1500	15000
<b>Matricule 62165</b>	1500	15000
<b>Matricule 62339</b>	1500	15000
<b>Matricule 62343</b>	1500	15000

<b>Matricule 62351</b>	1500	15000
<b>Matricule 62355</b>	1500	50000
<b>Matricule 62363</b>	1500	50000
<b>Matricule 62366</b>	1500	15000
<b>Matricule 62556</b>	1500	15000
<b>Matricule 62596</b>	1500	15000
<b>Matricule 62633</b>	1500	50000
<b>Matricule 62679</b>	1500	15000
<b>Matricule 62692</b>	1500	15000
<b>Matricule 62720</b>	1500	15000
<b>Matricule 62739</b>	1500	15000
<b>Matricule 62741</b>	1500	15000
<b>Matricule 62748</b>	1500	15000
<b>Matricule 62819</b>	1500	15000
<b>Matricule 62885</b>	1500	15000
<b>Matricule 62888</b>	1500	15000
<b>Matricule 62965</b>	1500	15000
<b>Matricule 62997</b>	1500	15000
<b>Matricule 63001</b>	1500	15000
<b>Matricule 63013</b>	1500	15000
<b>Matricule 63027</b>	1500	50000
<b>Matricule 63029</b>	1500	50000
<b>Matricule 63035</b>	1500	15000
<b>Matricule 63037</b>	1500	15000
<b>Matricule 63044</b>	1500	15000
<b>Matricule 63061</b>	1500	15000
<b>Matricule 63063</b>	1500	15000
<b>Matricule 63108</b>	1500	50000
<b>Matricule 63190</b>	1500	15000
<b>Matricule 63210</b>	1500	15000
<b>Matricule 63214</b>	1500	15000
<b>Matricule 63231</b>	1500	50000
<b>Matricule 63789</b>	1500	15000
<b>Matricule 64064</b>	1500	15000
<b>Matricule 64071</b>	1500	50000
<b>Matricule 64231</b>	1500	15000
<b>Matricule 64237</b>	1500	15000
<b>Matricule 64462</b>	1500	15000
<b>Matricule 64568</b>	1500	15000
<b>Matricule 64668</b>	1500	15000
<b>Matricule 64780</b>	1500	15000
<b>Matricule 64858</b>	1500	15000
<b>Matricule 64862</b>	1500	15000

<b>Matricule 64917</b>	3000	15000
<b>Matricule 64919</b>	3000	30000
<b>Matricule 64960</b>	1500	15000
<b>Matricule 64990</b>	1500	15000
<b>Matricule 65198</b>	1500	15000
<b>Matricule 65210</b>	1500	15000
<b>Matricule 65258</b>	1500	15000
<b>Matricule 65336</b>	1500	15000
<b>Matricule 65358</b>	1500	15000
<b>Matricule 65414</b>	1500	15000
<b>Matricule 65556</b>	1500	15000
<b>Matricule 65624</b>	1500	15000
<b>Matricule 65653</b>	1500	15000
<b>Matricule 65692</b>	1500	15000
<b>Matricule 65694</b>	1500	15000
<b>Matricule 65790</b>	1500	15000
<b>Matricule 65843</b>	1500	15000
<b>Matricule 65852</b>	1500	15000
<b>Matricule 65870</b>	1500	15000
<b>Matricule 65894</b>	1500	15000
<b>Matricule 65904</b>	1500	15000
<b>Matricule 65910</b>	1500	15000
<b>Matricule 65918</b>	1500	15000
<b>Matricule 66008</b>	1500	15000
<b>Matricule 66018</b>	1500	15000
<b>Matricule 66044</b>	1500	15000
<b>Matricule 66092</b>	1500	15000
<b>Matricule 66292</b>	1500	15000
<b>Matricule 66310</b>	1500	15000
<b>Matricule 66406</b>	1500	15000
<b>Matricule 66606</b>	1500	15000

Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional

*VENZAL Joseph*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 35319	illimité	300000
Matricule 36117	3000	15000
Matricule 36543	1500	15000
Matricule 36739	illimité	300000
Matricule 36845	1500	15000
Matricule 39143	1500	15000
Matricule 40005	1500	15000
Matricule 40233	1500	15000
Matricule 40247	3000	15000
Matricule 40811	1500	15000
Matricule 40886	1500	15000
Matricule 41566	1500	15000
Matricule 41909	3000	15000
Matricule 42379	1500	15000
Matricule 42429	1500	15000
Matricule 42467	1500	15000
Matricule 42892	1500	15000
Matricule 42989	3000	15000
Matricule 43385	3000	15000
Matricule 44008	3000	15000
Matricule 44324	3000	15000
Matricule 45290	3000	15000
Matricule 45445	1500	15000
Matricule 50578	3000	15000
Matricule 51018	1500	15000
Matricule 51617	1500	15000
Matricule 52002	1500	15000
Matricule 52434	3000	15000
Matricule 52515	3000	15000
Matricule 52731	1500	15000

<b>Matricule 53010</b>	3000	15000
<b>Matricule 53124</b>	3000	15000
<b>Matricule 53323</b>	illimité	300000
<b>Matricule 53367</b>	illimité	300000
<b>Matricule 53708</b>	1500	15000
<b>Matricule 53871</b>	3000	15000
<b>Matricule 53891</b>	1500	15000
<b>Matricule 54229</b>	3000	15000
<b>Matricule 54414</b>	1500	15000
<b>Matricule 55884</b>	1500	15000
<b>Matricule 56301</b>	1500	15000
<b>Matricule 57027</b>	1500	15000
<b>Matricule 57050</b>	1500	15000
<b>Matricule 57167</b>	3000	15000
<b>Matricule 57186</b>	3000	15000
<b>Matricule 57295</b>	3000	15000
<b>Matricule 57311</b>	1500	15000
<b>Matricule 58179</b>	3000	15000
<b>Matricule 58822</b>	1500	15000
<b>Matricule 59177</b>	1500	15000
<b>Matricule 59210</b>	1500	15000
<b>Matricule 59304</b>	1500	15000
<b>Matricule 59323</b>	1500	15000
<b>Matricule 59543</b>	1500	15000
<b>Matricule 59736</b>	1500	15000
<b>Matricule 59858</b>	1500	15000
<b>Matricule 59987</b>	1500	15000
<b>Matricule 60278</b>	1500	15000
<b>Matricule 60657</b>	1500	15000
<b>Matricule 60722</b>	1500	15000
<b>Matricule 60764</b>	1500	15000
<b>Matricule 60899</b>	1500	15000
<b>Matricule 60925</b>	1500	15000
<b>Matricule 61114</b>	1500	15000
<b>Matricule 61142</b>	1500	15000
<b>Matricule 61656</b>	1500	15000
<b>Matricule 61684</b>	1500	15000
<b>Matricule 61707</b>	3000	15000
<b>Matricule 61867</b>	1500	15000
<b>Matricule 62077</b>	1500	15000
<b>Matricule 62165</b>	1500	15000
<b>Matricule 62339</b>	1500	15000
<b>Matricule 62343</b>	1500	15000

<b>Matricule 62351</b>	1500	15000
<b>Matricule 62355</b>	1500	15000
<b>Matricule 62363</b>	1500	15000
<b>Matricule 62366</b>	1500	15000
<b>Matricule 62556</b>	1500	15000
<b>Matricule 62596</b>	1500	15000
<b>Matricule 62633</b>	1500	15000
<b>Matricule 62679</b>	1500	15000
<b>Matricule 62692</b>	1500	15000
<b>Matricule 62720</b>	1500	15000
<b>Matricule 62739</b>	1500	15000
<b>Matricule 62741</b>	1500	15000
<b>Matricule 62748</b>	1500	15000
<b>Matricule 62819</b>	1500	15000
<b>Matricule 62885</b>	1500	15000
<b>Matricule 62888</b>	1500	15000
<b>Matricule 62965</b>	1500	15000
<b>Matricule 62997</b>	1500	15000
<b>Matricule 63001</b>	1500	15000
<b>Matricule 63013</b>	1500	15000
<b>Matricule 63027</b>	1500	15000
<b>Matricule 63029</b>	1500	15000
<b>Matricule 63035</b>	1500	15000
<b>Matricule 63037</b>	1500	15000
<b>Matricule 63044</b>	1500	15000
<b>Matricule 63061</b>	1500	15000
<b>Matricule 63063</b>	1500	15000
<b>Matricule 63108</b>	1500	15000
<b>Matricule 63190</b>	1500	15000
<b>Matricule 63210</b>	1500	15000
<b>Matricule 63214</b>	1500	15000
<b>Matricule 63231</b>	1500	15000
<b>Matricule 63789</b>	1500	15000
<b>Matricule 64064</b>	1500	15000
<b>Matricule 64071</b>	1500	15000
<b>Matricule 64231</b>	1500	15000
<b>Matricule 64237</b>	1500	15000
<b>Matricule 64462</b>	1500	15000
<b>Matricule 64568</b>	1500	15000
<b>Matricule 64668</b>	1500	15000
<b>Matricule 64780</b>	1500	15000
<b>Matricule 64858</b>	1500	15000
<b>Matricule 64862</b>	1500	15000

<b>Matricule 64917</b>	3000	15000
<b>Matricule 64919</b>	3000	15000
<b>Matricule 64960</b>	1500	15000
<b>Matricule 64990</b>	1500	15000
<b>Matricule 65198</b>	1500	15000
<b>Matricule 65210</b>	1500	15000
<b>Matricule 65258</b>	1500	15000
<b>Matricule 65336</b>	1500	15000
<b>Matricule 65358</b>	1500	15000
<b>Matricule 65414</b>	1500	15000
<b>Matricule 65556</b>	1500	15000
<b>Matricule 65624</b>	1500	15000
<b>Matricule 65653</b>	1500	15000
<b>Matricule 65692</b>	1500	15000
<b>Matricule 65694</b>	1500	15000
<b>Matricule 65790</b>	1500	15000
<b>Matricule 65843</b>	1500	15000
<b>Matricule 65852</b>	1500	15000
<b>Matricule 65870</b>	1500	15000
<b>Matricule 65894</b>	1500	15000
<b>Matricule 65904</b>	1500	15000
<b>Matricule 65910</b>	1500	15000
<b>Matricule 65918</b>	1500	15000
<b>Matricule 66008</b>	1500	15000
<b>Matricule 66018</b>	1500	15000
<b>Matricule 66044</b>	1500	15000
<b>Matricule 66092</b>	1500	15000
<b>Matricule 66292</b>	1500	15000
<b>Matricule 66310</b>	1500	15000
<b>Matricule 66406</b>	1500	15000
<b>Matricule 66606</b>	1500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2022/1 du 8 juil. 2022 du directeur régional  
VENZAL Joseph**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

**ATTENTION :** toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 35319</b>	illimité	300000
<b>Matricule 36117</b>	1500	15000
<b>Matricule 36543</b>	1500	15000
<b>Matricule 36739</b>	illimité	300000
<b>Matricule 36845</b>	1500	15000
<b>Matricule 39143</b>	1500	15000
<b>Matricule 40005</b>	1500	15000
<b>Matricule 40233</b>	1500	15000
<b>Matricule 40247</b>	3000	15000
<b>Matricule 40811</b>	1500	15000
<b>Matricule 40886</b>	1500	15000
<b>Matricule 41566</b>	1500	15000
<b>Matricule 41909</b>	3000	15000
<b>Matricule 42379</b>	1500	15000
<b>Matricule 42429</b>	1500	15000
<b>Matricule 42467</b>	1500	15000
<b>Matricule 42892</b>	1500	15000
<b>Matricule 42989</b>	3000	15000
<b>Matricule 43385</b>	3000	15000
<b>Matricule 44008</b>	3000	15000
<b>Matricule 44324</b>	3000	15000
<b>Matricule 45290</b>	3000	15000
<b>Matricule 45445</b>	1500	15000
<b>Matricule 50578</b>	3000	15000
<b>Matricule 51018</b>	1500	15000
<b>Matricule 51617</b>	1500	15000
<b>Matricule 52002</b>	1500	15000
<b>Matricule 52434</b>	3000	15000
<b>Matricule 52515</b>	3000	15000
<b>Matricule 52731</b>	1500	15000



<b>Matricule 53010</b>	3000	300000
<b>Matricule 53124</b>	3000	15000
<b>Matricule 53323</b>	illimité	300000
<b>Matricule 53367</b>	illimité	300000
<b>Matricule 53708</b>	1500	15000
<b>Matricule 53871</b>	3000	15000
<b>Matricule 53891</b>	1500	15000
<b>Matricule 54229</b>	3000	15000
<b>Matricule 54414</b>	1500	15000
<b>Matricule 55884</b>	1500	15000
<b>Matricule 56301</b>	1500	15000
<b>Matricule 57027</b>	1500	15000
<b>Matricule 57050</b>	1500	15000
<b>Matricule 57167</b>	3000	15000
<b>Matricule 57186</b>	3000	15000
<b>Matricule 57295</b>	3000	15000
<b>Matricule 57311</b>	1500	15000
<b>Matricule 58179</b>	3000	15000
<b>Matricule 58822</b>	1500	15000
<b>Matricule 59177</b>	1500	15000
<b>Matricule 59210</b>	1500	15000
<b>Matricule 59304</b>	1500	15000
<b>Matricule 59323</b>	1500	15000
<b>Matricule 59543</b>	1500	15000
<b>Matricule 59736</b>	1500	15000
<b>Matricule 59858</b>	1500	15000
<b>Matricule 59987</b>	1500	15000
<b>Matricule 60278</b>	1500	15000
<b>Matricule 60657</b>	1500	15000
<b>Matricule 60722</b>	1500	15000
<b>Matricule 60764</b>	1500	15000
<b>Matricule 60899</b>	1500	15000
<b>Matricule 60925</b>	1500	15000
<b>Matricule 61114</b>	1500	15000
<b>Matricule 61142</b>	1500	15000
<b>Matricule 61656</b>	1500	15000
<b>Matricule 61684</b>	1500	15000
<b>Matricule 61707</b>	3000	15000
<b>Matricule 61867</b>	1500	15000
<b>Matricule 62077</b>	1500	15000
<b>Matricule 62165</b>	1500	15000
<b>Matricule 62339</b>	1500	15000
<b>Matricule 62343</b>	1500	15000

<b>Matricule 62351</b>	1500	15000
<b>Matricule 62355</b>	1500	15000
<b>Matricule 62363</b>	1500	15000
<b>Matricule 62366</b>	1500	15000
<b>Matricule 62556</b>	1500	15000
<b>Matricule 62596</b>	1500	15000
<b>Matricule 62633</b>	1500	15000
<b>Matricule 62679</b>	1500	15000
<b>Matricule 62692</b>	1500	15000
<b>Matricule 62720</b>	1500	15000
<b>Matricule 62739</b>	1500	15000
<b>Matricule 62741</b>	1500	15000
<b>Matricule 62748</b>	1500	15000
<b>Matricule 62819</b>	1500	15000
<b>Matricule 62885</b>	1500	15000
<b>Matricule 62888</b>	1500	15000
<b>Matricule 62965</b>	1500	15000
<b>Matricule 62997</b>	1500	15000
<b>Matricule 63001</b>	1500	15000
<b>Matricule 63013</b>	1500	15000
<b>Matricule 63027</b>	1500	15000
<b>Matricule 63029</b>	1500	15000
<b>Matricule 63035</b>	1500	15000
<b>Matricule 63037</b>	1500	15000
<b>Matricule 63044</b>	1500	15000
<b>Matricule 63061</b>	1500	15000
<b>Matricule 63063</b>	1500	15000
<b>Matricule 63108</b>	1500	15000
<b>Matricule 63190</b>	1500	15000
<b>Matricule 63210</b>	1500	15000
<b>Matricule 63214</b>	1500	15000
<b>Matricule 63231</b>	1500	15000
<b>Matricule 63789</b>	1500	15000
<b>Matricule 64064</b>	1500	15000
<b>Matricule 64071</b>	1500	15000
<b>Matricule 64231</b>	1500	15000
<b>Matricule 64237</b>	1500	15000
<b>Matricule 64462</b>	1500	15000
<b>Matricule 64568</b>	1500	15000
<b>Matricule 64668</b>	1500	15000
<b>Matricule 64780</b>	1500	15000
<b>Matricule 64858</b>	1500	15000
<b>Matricule 64862</b>	1500	15000

<b>Matricule 64917</b>	3000	15000
<b>Matricule 64919</b>	3000	15000
<b>Matricule 64960</b>	1500	15000
<b>Matricule 64990</b>	1500	15000
<b>Matricule 65198</b>	1500	15000
<b>Matricule 65210</b>	1500	15000
<b>Matricule 65258</b>	1500	15000
<b>Matricule 65336</b>	1500	15000
<b>Matricule 65358</b>	1500	15000
<b>Matricule 65414</b>	1500	15000
<b>Matricule 65556</b>	1500	15000
<b>Matricule 65624</b>	1500	15000
<b>Matricule 65653</b>	1500	15000
<b>Matricule 65692</b>	1500	15000
<b>Matricule 65694</b>	1500	15000
<b>Matricule 65790</b>	1500	15000
<b>Matricule 65843</b>	1500	15000
<b>Matricule 65852</b>	1500	15000
<b>Matricule 65870</b>	1500	15000
<b>Matricule 65894</b>	1500	15000
<b>Matricule 65904</b>	1500	15000
<b>Matricule 65910</b>	1500	15000
<b>Matricule 65918</b>	1500	15000
<b>Matricule 66008</b>	1500	15000
<b>Matricule 66018</b>	1500	15000
<b>Matricule 66044</b>	1500	15000
<b>Matricule 66092</b>	1500	15000
<b>Matricule 66292</b>	1500	15000
<b>Matricule 66310</b>	1500	15000
<b>Matricule 66406</b>	1500	15000
<b>Matricule 66606</b>	1500	15000



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-07-00019

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection  
à l'établissement REPOTEL VOISINS LE  
BRETONNEUX situé 38 rue aux fleurs 78960  
Voisins-le-Bretonneux



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à l'établissement REPOTEL VOISINS LE BRETONNEUX situé 38 rue aux fleurs 78960  
Voisins-le-Bretonneux**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 38 rue aux fleurs 78960 Voisins-le-Bretonneux présentée par le madame Milena DE JESUS directrice de l'établissement REPOTEL VOISINS LE BRETONNEUX ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 17 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Madame Milena DE JESUS directrice de l'établissement REPOTEL VOISINS LE BRETONNEUX est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0012. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du délégué à la protection des données à l'adresse suivante :

46 rue de Verdun  
91310 Longpont-sur-Orge

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Milena DE JESUS directrice de l'établissement REPOTEL VOISINS LE BRETONNEUX, 38 rue aux fleurs 78960 Voisins-le-Bretonneux, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 07 JUIL. 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-07-00020

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection  
à l'hôpital gériatrique de Chevreuse situé 1  
rue Jean Mermoz 78460 Chevreuse

**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à l'hôpital gériatrique de Chevreuse situé 1 rue Jean Mermoz 78460 Chevreuse**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 rue Jean Mermoz 78460 Chevreuse présentée par le représentant de l'hôpital gériatrique de Chevreuse ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 17 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de l'hôpital gériatrique de Chevreuse est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2021/0093. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité de l'établissement à l'adresse suivante :

Hôpital gérontologique de Chevreuse  
1 rue Jean Mermoz  
78460 Chevreuse

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13** : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de l'hôpital gériatrique de Chevreuse, 1 rue Jean Mermoz 78460 Chevreuse, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 07 JUIL. 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00017

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection à BUFFALO GRILL  
situé 3-11 avenue Gabriel Péri 78360  
MONTESSON



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à BUFFALO GRILL situé 3-11 avenue Gabriel Péri 78360 MONTESSON**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 3-11 avenue Gabriel Péri 78360 Montesson présentée par le représentant de BUFFALO GRILL;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 18 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de BUFFALO GRILL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0040. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R. 252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la directrice de l'établissement à l'adresse suivante :

3-11 avenue Gabriel Péri  
78360 Montesson

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L. 253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13 :** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de BUFFALO GRILL, 9 boulevard du Général de Gaulle, 92120 Montrouge, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00007

Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la boulangerie ANZO PETRIN RIBEIROU situé 10 bis avenue Charles de Gaulle 78230 LE PECQ

**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à la boulangerie ANZO – PETRIN RIBEIROU situé 10 bis avenue Charles de Gaulle 78230 LE PECQ**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 10 bis avenue Charles de Gaulle 78230 LE PECQ présentée par Monsieur Corentin SEGUY, représentant de la boulangerie ANZO – PETRIN RIBEIROU ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 19 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Monsieur Corentin SEGUY, représentant de la boulangerie ANZO – PETRIN RIBEIROU est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0342. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Lutte contre la démarque inconnue.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement à l'adresse suivante :

10 bis avenue Charles de Gaulle  
78230 LE PECQ

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Corentin SEGUY, représentant de la boulangerie ANZO – PETRIN RIBEIROU, 10 bis avenue Charles de Gaulle 78230 LE PECQ pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00024

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection à la GARE SNCF  
ACHERES GRAND CORMIER situé RN184 78100  
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la  
GARE SNCF ACHERES GRAND CORMIER situé RN184  
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé RN184 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE présentée par le représentant de la GARE SNCF ACHERES GRAND CORMIER ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 13 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er** : Le représentant de la GARE SNCF ACHERES GRAND CORMIER est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2013/0676. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Secours à personne, Défense contre l'incendie, Préventions des risques naturels ou technologiques. Prévention d'actes terroristes.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le représentant de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R. 252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer au guichets de l'établissement ou auprès de l'opérateur sûreté Transilien à l'adresse suivante :

SNCF – Direction des gares d'Île de France  
10 rue Camille Moke  
CS 80001  
93112 Saint Denis

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L. 253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13 :** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable du pôle sûreté de la SNCF – Direction des gares d'Île de France, 10 rue Camille Moke 93210 Saint-Denis, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00021

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection à la GARE SNCF  
LOUVECIENNES situé place de la gare 78430  
LOUVECIENNES



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la  
GARE SNCF LOUVECIENNES situé place de la gare  
78430 LOUVECIENNES**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé place de la gare 78430 LOUVECIENNES présentée par le représentant de la GARE SNCF LOUVECIENNES ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 20 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er** : Le représentant de la GARE SNCF LOUVECIENNES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2013/0688. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Secours à personne, Défense contre l'incendie, Préventions des risques naturels ou technologiques. Prévention d'actes terroristes.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le représentant de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R. 252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer au guichets de l'établissement ou auprès de l'opérateur sûreté Transilien à l'adresse suivante :

SNCF – Direction des gares d'Île de France  
10 rue Camille Moke  
CS 80001  
93112 Saint Denis

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L. 253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13 :** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable du pôle sûreté de la SNCF – Direction des gares d'Île de France, 10 rue Camille Moke 93210 Saint-Denis, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00025

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection à la GARE SNCF  
SAINT QUENTIN EN YVELINES situé 10 place  
Charles de Gaulle 78180  
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la  
GARE SNCF SAINT QUENTIN EN YVELINES situé 10 place Charles de Gaulle  
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 10 place Charles de Gaulle 78180 Montigny-Le-Bretonneux présentée par le représentant de la GARE SNCF SAINT QUENTIN EN YVELINES ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 17 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er** : Le représentant de la GARE SNCF SAINT QUENTIN EN YVELINES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2008/1447. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Secours à personne, Défense contre l'incendie, Préventions des risques naturels ou technologiques. Prévention d'actes terroristes.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le représentant de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R. 252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer au guichets de l'établissement ou auprès de l'opérateur sûreté Transilien à l'adresse suivante :

SNCF – Direction des gares d'Île de France  
10 rue Camille Moke  
CS 80001  
93112 Saint Denis

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L. 253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13 :** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable du pôle sûreté de la SNCF – Direction des gares d'Île de France, 10 rue Camille Moke 93210 Saint-Denis, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00022

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection à la GARE SNCF  
VERSAILLES CHANTIERS situé 4 rue de l'abbé  
rousseau 78000 VERSAILLES



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la  
GARE SNCF VERSAILLES CHANTIERS situé 4 rue de l'abbé rousseaux  
78000 VERSAILLES**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 4 rue de l'abbé rousseaux 78000 VERSAILLES présentée par le représentant de la GARE SNCF VERSAILLES CHANTIERS ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 20 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de la GARE SNCF VERSAILLES CHANTIERS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2008/1805. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Secours à personne, Défense contre l'incendie, Préventions des risques naturels ou technologiques. Prévention d'actes terroristes.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le représentant de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R. 252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer au guichets de l'établissement ou auprès de l'opérateur sûreté Transilien à l'adresse suivante :

SNCF – Direction des gares d'Île de France  
10 rue Camille Moke  
CS 80001  
93112 Saint Denis

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L. 253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13 :** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable du pôle sûreté de la SNCF – Direction des gares d'Île de France, 10 rue Camille Moke 93210 Saint-Denis, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00023

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection à la GARE SNCF  
VERSAILLES RIVE DROITE situé 40 rue du  
maréchal Foch 78000 VERSAILLES



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la  
GARE SNCF VERSAILLES RIVE DROITE situé 40 rue du maréchal Foch  
78000 VERSAILLES**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 40 rue du maréchal Foch 78000 VERSAILLES présentée par le représentant de la GARE SNCF VERSAILLES RIVE DROITE ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 19 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er** : Le représentant de la GARE SNCF VERSAILLES RIVE DROITE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2008/1449. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Secours à personne, Défense contre l'incendie, Préventions des risques naturels ou technologiques. Prévention d'actes terroristes.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le représentant de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R. 252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer au guichets de l'établissement ou auprès de l'opérateur sûreté Transilien à l'adresse suivante :

SNCF – Direction des gares d'Île de France  
10 rue Camille Moke  
CS 80001  
93112 Saint Denis

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L. 253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13 :** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable du pôle sûreté de la SNCF – Direction des gares d'Île de France, 10 rue Camille Moke 93210 Saint-Denis, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00010

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection à l'établissement  
BOULANGER S.A situé 81 avenue du Béarn 78200  
BUCHELAY

**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à l'établissement BOULANGER S.A situé 81 avenue du Béarn 78200 BUCHELAY**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 81 avenue du Béarn 78200 BUCHELAY présentée par le représentant de BOULANGER S.A ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 11 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de BOULANGER S.A est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2020/0027. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Lutte contre la démarque inconnue.  
Prévention d'actes terroristes

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité France de l'établissement à l'adresse suivante :

Avenue de la motte  
59810 Lesquin

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de BOULANGER S.A, avenue de la motte 59810 Lesquin, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00014

Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement CIGUSTO situé centre commercial AUCHAN, porte de Normandie 78200 BUCHELAY



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à l'établissement CIGUSTO situé centre commercial AUCHAN,  
porte de Normandie 78200 BUCHELAY**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé centre commercial AUCHAN, porte de Normandie 78200 BUCHELAY présentée par le représentant de CIGUSTO ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 11 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de CIGUSTO est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0407. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Lutte contre la démarque inconnue.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la directrice développement de l'établissement à l'adresse suivante :

69 boulevard Alexandre Martin  
43000 ORLEANS

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de CIGUSTO, 69 boulevard Alexandre Martin 43000 ORLEANS, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00013

Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement CLEAN MASTER FRANCE situé 29 rue Émile Combes 78800 HOUILLES



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à l'établissement CLEAN MASTER FRANCE situé 29 rue Émile Combes 78800 HOUILLES**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 29 rue Émile Combes 78800 HOUILLES présentée par le représentant de CLEAN MASTER FRANCE ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 19 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de CLEAN MASTER FRANCE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0365. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement à l'adresse suivante :

9 rue des martyrs de la résistance  
78800 HOUILLES

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de CLEAN MASTER France, 9 rue des martyrs de la résistance 78800 HOUILLES, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00006

Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'établissement GRAND FRAIS GIE COIGNIERES situé 1 rue des frères Lumière 78130 COIGNIERES



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à l'établissement GRAND FRAIS – GIE COIGNIERES situé 1 rue des frères Lumière 78130  
COIGNIERES**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 rue des frères Lumière 78130 COIGNIERES présentée par le représentant de l'établissement GRAND FRAIS - GIE COIGNIERES ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 04 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de l'établissement GRAND FRAIS - GIE COIGNIERES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2015/0572. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Lutte contre la démarque inconnue. Prévention des atteintes aux biens.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur de zone de l'établissement à l'adresse suivante :

1 rue des frères Lumière  
78130 COIGNIERES

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13 :** L'arrêté préfectoral n° 2017244-0044 du 01 septembre 2017 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à GRAND FRAIS – GIE COIGNIERES, 1 rue des frères Lumière 78130 COIGNIERES est abrogé.

**Article 14:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de l'établissement GRAND FRAIS - GIE COIGNIERES, 1 rue des frères Lumière 78130 COIGNIERES, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00016

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection au CABINET  
VETERINAIRE DU PONTEL situé 1 rue fonds de  
l'hôpital 78100 Saint-Germain-en-Laye

**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
au CABINET VETERINAIRE DU PONTEL situé 1 rue fonds de l'hôpital  
78100 Saint-Germain-en-Laye**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 rue fonds de l'hôpital 78100 Saint-Germain-en-Laye présentée par Monsieur Jérôme BALDY gérant du CABINET VETERINAIRE DU PONTEL ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 19 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Monsieur Jérôme BALDY gérant du CABINET VETERINAIRE DU PONTEL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0426. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Secours à personne, Défense contre l'incendie, Préventions des risques naturels ou technologiques.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Article 5 :** Les images ne seront pas enregistrées.

**Article 6 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 7 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 8 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 9 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 11:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jérôme BALDY gérant du CABINET VETERINAIRE DU PONTEL, 1 rue fonds de l'hôpital 78100 Saint-Germain-en-Laye, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00015

Arrêté portant autorisation d'installation d'un  
système de vidéoprotection au CENTRE  
MEDICAL ET DENTAIRE situé 65 avenue Paul  
Vaillant Couturier 78190 TRAPPES



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
au CENTRE MEDICAL ET DENTAIRE situé 65 avenue Paul Vaillant Couturier 78190 TRAPPES**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 65 avenue Paul Vaillant Couturier 78190 TRAPPES présentée par Madame Sarah HACHEMI directrice du CENTRE MEDICAL DENTAIRE ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 28 avril 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Madame Sarah HACHEMI directrice du CENTRE MEDICAL ET DENTAIRE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0053. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Lutte contre la démarque inconnue.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la directrice de l'établissement à l'adresse suivante :

65 avenue Paul Vaillant Couturier  
78190 TRAPPES

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié Madame Sarah HACHEMI directrice du CENTRE MEDICAL ET DENTAIRE, 65 avenue Paul Vaillant Couturier 78190 TRAPPES, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00011

Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Commissariat de Police CSP Le Vésinet situé 32 boulevard Carnot 78100 LE VESINET



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
au Commissariat de Police – CSP Le Vésinet situé 32 boulevard Carnot 78100 LE VESINET**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 32 boulevard Carnot 78100 LE VESINET présentée par le représentant du Commissariat de Police – CSP Le Vésinet ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 06 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 07 juin 2022;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1:** Le représentant du Commissariat de Police – CSP Le Vésinet est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0400. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Prévention d'actes terroristes. Protection des bâtiments publics.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2:** Le représentant de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du référent départemental à l'adresse suivante :

DDSP78  
105 Rue des Prés aux Bois  
78220 VIROFLAY

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12:** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant du Commissariat de Police – CSP Le Vésinet, 105 Rue des Prés aux Bois 78220 VIROFLAY, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-07-00021

Arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection sur le territoire de la commune de Freneuse



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet  
Direction des sécurités  
Bureau des polices administratives**

**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection sur le  
territoire de la commune de Freneuse**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé sur le territoire de la commune de Freneuse présentée par le maire de Freneuse ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 28 avril 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er** : Le maire de Freneuse est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0134. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Protection des bâtiments publics. Prévention du trafic de stupéfiants.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Leur vision devra être floutée ou masquée.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R. 252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du maire de la commune à l'adresse suivante :

Mairie de Freneuse  
89 rue Charles de Gaulle  
78840 Freneuse

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L. 253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13 :** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le

commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de Freneuse, mairie de Freneuse 89 rue Charles de Gaulle 78840 Freneuse, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 07 JUIL. 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-11-00003

Arreté VP Collège Albert Einstein Magny les  
Hameaux



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
au COLLEGE ALBERT EINSTEIN situé 10 rue André Hodebourg 78114 Magny-les-Hameaux**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 10 rue André Hodebourg 78114 Magny-les-Hameaux présentée par le responsable de l'établissement scolaire ALBERT EINSTEIN ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 24 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le responsable de l'établissement scolaire ALBERT EINSTEIN est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0442. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Protection des bâtiments publics. Prévention d'actes terroristes.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le responsable de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable de l'établissement à l'adresse suivante :

COLLEGE ALBERT EINSTEIN  
10 rue André Hodebourg  
78114 Magny-les-Hameaux

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice du cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de l'établissement scolaire ALBERT EINSTEIN, 10 rue André Hodebourg 78114 Magny-les-Hameaux, pétitionnaire, et au représentant du syndicat mixte ouvert Seine-et-Yvelines Numérique, placé auprès du conseil départemental des Yvelines, 2 place André Mignot 78000 Versailles, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 11 JUIL 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfète, directrice de cabinet,

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-11-00002

arreté VP collège Francois Mauriac Houdan

**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
au COLLEGE FRANÇOIS MAURIAC situé rue des Clos de l'Écu 78550 Houdan.**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé rue des Clos de l'Écu 78550 Houdan présentée par le responsable de l'établissement scolaire FRANÇOIS MAURIAC ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 24 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le responsable de l'établissement scolaire FRANÇOIS MAURIAC est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0439. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Protection des bâtiments publics. Prévention d'actes terroristes.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le responsable de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable de l'établissement à l'adresse suivante :

COLLEGE FRANÇOIS MAURIAC  
Rue des Clos de l'Écu  
78550 Houdan

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice du cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de l'établissement scolaire FRANÇOIS MAURIAC, rue des Clos de l'Écu 78550 Houdan, pétitionnaire, et au représentant du syndicat mixte ouvert Seine-et-Yvelines Numérique, placé auprès du conseil départemental des Yvelines, 2 place André Mignot 78000 Versailles, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 11 JUIL 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfète, directrice de cabinet,

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-11-00005

Arreté VP collège Les Molières Les Essarts le Roi



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
au COLLEGE LES MOLIÈRES situé 2 place de Salem 78690 Les Essarts-le-Roi**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 place de Salem 78690 Les Essarts-le-Roi présentée par le responsable de l'établissement scolaire LES MOLIÈRES ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 24 mai 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le responsable de l'établissement scolaire LES MOLIÈRES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2022/0441. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Protection des bâtiments publics. Prévention d'actes terroristes.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le responsable de l'établissement est autorisé à visionner les abords immédiats du site, sans emprise sur la voie publique et les propriétés avoisinantes. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable de l'établissement à l'adresse suivante :

COLLEGE LES MOLIÈRES  
2 place de Salem  
78690 Les Essarts-le-Roi

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice du cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de l'établissement scolaire LES MOLIÈRES, 2 place de Salem 78690 Les Essarts-le-Roi, pétitionnaire, et au représentant du syndicat mixte ouvert Seine-et-Yvelines Numérique, placé auprès du conseil départemental des Yvelines, 2 place André Mignot 78000 Versailles, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 11 JUIL 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfète, directrice de cabinet,

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).

Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00005

Arreté VP Espace SFR Mantes la Jolie



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à l'établissement ESPACE SFR situé 24 rue Gambetta 78200 Mantes-la-Jolie**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé 24 rue Gambetta 78200 Mantes-la-Jolie présentée par le représentant de la société SFR DISTRIBUTION ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 28 avril 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de la société SFR DISTRIBUTION est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2009/0065. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Lutte contre la démarque inconnue.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service Travaux Maintenance à l'adresse suivante :

SFR DISTRIBUTION  
Service Travaux Maintenance  
124 boulevard de Verdun  
92400 Courbevoie

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de la société SFR DISTRIBUTION, 124 boulevard de Verdun 92400 Courbevoie, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 JUIL 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet,

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).



Préfecture des Yvelines

78-2022-07-05-00012

Arreté VP JSR IZAC Aubergenville



**Arrêté n°  
portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection  
à l'établissement JSR - IZAC situé centre commercial Marques Avenue  
route des Quarante Sous 78410 Aubergenville**

**Le préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 à L. 223-9 et L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé centre commercial Marques Avenue route des Quarante Sous 78410 Aubergenville présentée par le représentant de la société JSR - IZAC ;

**Vu** le récépissé de déclaration d'un système de vidéoprotection délivré le 28 avril 2022 ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 7 juin 2022 ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1er :** Le représentant de la société JSR - IZAC est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2015/0770. Les caméras filmant des zones privées non accessibles au public n'entrent pas dans le champ d'application de l'article L. 252-1 du code de la sécurité intérieure et ne sont donc pas soumises à autorisation préfectorale.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes. Prévention des atteintes aux biens. Lutte contre la démarque inconnue.

*Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.*

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** La voie publique et les propriétés avoisinantes doivent être hors du champ de vision des caméras. Un contrôle des forces de l'ordre, effectué ultérieurement, pourra donner lieu à une demande de désinstallation du système de vidéoprotection en cas de non-respect de la réglementation.

**Article 3 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 251-2, L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-6, L. 253-1 à L. 253-5 du code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article R.252-11 du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4 :** Le public devra être informé dans les lieux ou l'établissement concernés, par une signalétique appropriée à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements. Les panneaux comporteront un pictogramme représentant une caméra et mentionneront les références du code susvisé et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité de l'établissement à l'adresse suivante :

JSR - IZAC  
Service Sécurité  
10 avenue de l'Europe  
92300 Levallois-Perret

**Article 5 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 6 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

**Article 7 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 8 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 9 :** Les agents des services de la police ou de la gendarmerie nationales ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie, individuellement désignés et dûment habilités par le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés, seront destinataires des images et enregistrement de systèmes de vidéoprotection conformément à l'article L. 252-3 du code de la sécurité intérieure.

**Article 10 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure.

**Article 11 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 12 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans: une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 13:** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines et le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant de la société JSR - IZAC, 10 avenue de l'Europe 92300 Levallois-Perret, pétitionnaire, et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs.

Fait à Versailles, le 05 JUIL 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

**SIGNÉ**

Audrey BACONNAIS-ROSEZ

En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de l'affichage du recueil des actes administratifs.

*Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives).*

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommencent à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un l'autre rejetés (le silence de l'administration pendant un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet).